

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 12 SEPTEMBRE 1978 - N° 745

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

IRAN

LA RESISTANCE S'ORGANISE



● *Après les massacres de Téhéran, la loi martiale appliquée dans les grandes villes quadrillées par l'armée.*

● *Des centaines d'arrestations.*

● *Mais la résistance s'organise : toutes les forces politiques du pays lancent des appels à la résistance pour en finir avec le régime du Shah.*

Lire notre article dossier page 2 et nos informations page 12

CONTRE LA DICTATURE SANGLANTE DU SHAH, MANIFESTATION A PARIS

Nous préciserons dans notre édition de demain les date, lieu et heure de cette manifestation.

NICARAGUA

INSURRECTION

● *A la radio, le Front sandiniste de libération lance un appel pour un gouvernement provisoire et déclare : «Les dernières heures du régime Somoza sont arrivées».*

● *La guérilla prend le contrôle de plusieurs villes où se poursuivent des combats acharnés.*

● *Trois mercenaires américains abattus.*

Lire nos informations page 12



Terrin : les chantiers occupés

*Des actions
sont prévues
cette semaine*

Après l'annonce, vendredi, des 1 700 licenciements, les travailleurs ont occupé les chantiers. La CFDT a proposé une journée ville morte cette semaine. Boulin, qui doit se rendre à Marseille jeudi, risque d'être fraîchement reçu.

Lire en page 6

Fête de l'Huma : la contestation largement présente

Assistance réduite au discours central, grand débit des ouvrages des contestataires : une fête placée sous le signe de la crise du PCF. Un service d'ordre nerveux qui n'apprécie pas le débat politique et agresse violemment les militants révolutionnaires.

Lire en pages 3 et 4

Coordination des polices européennes à Vienne

Les ministres de l'Intérieur de cinq pays européens, dont la France, se sont réunis secrètement à Vienne dimanche. À l'ordre du jour : arrêter des mesures communes pour lutter contre le terrorisme. Il pourrait être question de remettre en cause le droit d'asile.

Lire en page 5

Zimbabwe : Smith appelle à la guerre à outrance

Devant la recrudescence des opérations militaires du Front Patriotique, le chef des racistes de Rhodésie, Smith, appelle les colons à la mobilisation générale et menace d'une opération de représailles contre la Zambie. Les risques d'internationalisation du conflit s'accroissent.

Lire en page 10

Séguy-Maire : quand l'«unité» devient nécessaire

Voir page 8

Yenan, haut-lieu de la pensée maotsétoung

Lire en pages 6 et 7

IRAN

LE MOUVEMENT POPULAIRE
CONTRE «LA RÉVOLUTION BLANCHE»

● L'importance prise par le mouvement religieux dans l'actuel soulèvement du peuple iranien contre la dictature sanglante du Shah, est liée à plusieurs facteurs. Parmi ceux-ci, ce fait matériel : les mosquées étaient jusqu'à présent les seuls lieux de rassemblement autorisés, les seuls lieux d'expression tolérés, dans un pays soumis à la répression et aux provocations quotidiennes, particulièrement celles de la SAVAK, la police politique du régime. D'autre part, l'origine sociale des rangs inférieurs du clergé islamique, explique pour une part l'enracinement de la religion dans les couches populaires. La radicalisation du mouvement religieux dans son opposition au Shah a été de pair avec l'aggravation des conditions d'existence de couches populaires où le clergé est particulièrement influent, et qui ont subi les conséquences des «réformes» du Shah, celles-ci, par exemple, ruinant un grand nombre de petits paysans, tandis que nombre de petits commerçants du bazar disparaissaient avec l'invasion des produits étrangers sur le marché national iranien. La radicalisation du mouvement s'est forgée dès le début des années 60 avec les premières conséquences de la «révolution blanche».

La réforme agraire a été un aspect important d'un ensemble de mesures prises par le Shah sous le nom de «révolution blanche» dès la fin des années 50. Le but était la transformation radicale de l'économie, passant du stade féodal au stade capitaliste. Il s'agissait de faire disparaître la petite exploitation à la campagne qui vivait en économie de subsistance, en mécanisant l'agriculture et l'adaptant aux besoins des industries agro-alimentaires tournées principalement vers l'exportation. De même que le commerce traditionnel, avec les petits commerçants du bazar était amené à disparaître. Ces transformations ont beaucoup profité à l'impérialisme US en particulier ; en effet, une partie du commerce et surtout l'agriculture, désormais contrôlée par les firmes agro-alimentaires étrangères devait changer de mains à son profit.

Loïn de favoriser la petite paysannerie puisque seulement 5 % des paysans devaient accéder à la propriété en 14 ans de réforme agraire, les transformations eurent pour résultat un exode rural massif et la disparition de la petite propriété au profit des grands propriétaires fonciers.

Les formes d'«association» des paysans sans terres avec les propriétaires fonciers et l'État, qui ont été imposées par le régime, ont obligé des petits paysans à s'endetter pour payer le matériel nécessaire à la mécanisation. L'État faisait ainsi rembourser ses crédits par ceux qui n'avaient que leur force de travail à vendre et qui contribuaient à donner de la valeur aux terres des propriétaires fonciers. Un million de paysans durent ainsi quitter la campagne, ruinés par cette réforme agraire qui se faisait au profit des gros paysans et des

firmes agro-alimentaires. Ces dernières se réservaient les meilleures terres et fonctionnaient avec des capitaux mixtes ; bien vite, la production devait se diriger vers l'étranger et la domination de l'impérialisme sur l'agriculture s'est largement affirmée. Ruinant la petite paysannerie et l'obligeant à rejoindre les nombreux sans-travail qui peuplent les bidonvilles des alentours de Téhéran et d'autres grandes villes, qui ont mené de très grandes luttes en 1977 sur la question des logements, la réforme agraire a également fait disparaître un grand nombre de cultures vivrières : blé, oignons, riz, qui constituent la base de la nourriture nationale, obligeant ainsi l'Iran à importer nombre des denrées agricoles qu'auparavant il produisait en auto-suffisance.

Ces conditions économiques et politiques, la misère et l'oppression du peuple et le mécontentement général qui en résultait, dès le début des années 60, devaient aboutir à l'insurrection du 5 juin 1963.

L'INSURRECTION
DU 5 JUIN 63
ET LA LUTTE DES RELIGIEUX
PROGRESSISTES

Ce jour-là, sous l'impulsion des religieux progressistes, en particulier l'Ayatollah Komeiny, des soulèvements eurent lieu dans toutes les villes principales.

Le mouvement avait un caractère spontané, mais mobilisait plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Les ouvriers, les petits commerçants du bazar, des



étudiants et d'autres couches populaires descendaient dans la rue pour protester contre la dictature et la «révolution blanche» du Shah, ainsi que la loi de la «capitulation» (loi d'immunité générale pour les citoyens américains se trouvant en Iran). Le Shah n'hésita pas à lancer ses chars et ses soldats pour réprimer dans le sang la révolte des masses. Plus de 15 000 manifestants furent tués et des centaines d'autres blessés et emprisonnés.

Dès lors, durant de longues années, le clergé musulman de l'Iran n'allait cessé de jouer un rôle actif dans la lutte contre la dictature. Nombreux furent les

religieux qui donnèrent leur vie dans ce combat, tels l'Ayatollah Ghojjari mort sous la torture en 1974, et dont l'enterrement donna lieu à d'importantes manifestations contre le régime du Shah dans de nombreuses villes du pays.

En juin 75 les étudiants en sciences religieuses et les habitants de Qom commémorèrent le soulèvement de juin 63, la répression contre les manifestants fut terrible, certains étudiants furent jetés du haut des toits par la police, il y eut plus de 700 arrestations.

LA CAMPAGNE «CONTRE
LA VENTE CHERE»

La hausse des prix et l'inflation galopante qu'a connues l'Iran ces dernières années ont obligé le Shah à prendre certaines mesures. Ces mesures loin de s'attaquer aux vrais responsables de la crise devaient toucher les artisans et les petits commerçants choisis comme boucs-émissaires. Ils furent présentés comme les principaux auteurs de la vie chère et les responsables de l'inflation. Les lois qui les frappent, prévoient des peines d'emprisonnement allant de 3 ans à la prison à vie, et même jusqu'à la peine capitale. Des amendes sont fréquemment réclamées et la fermeture des boutiques et des magasins est aussi couramment appliquée. Les informations de la presse iranienne font état de 200 000 commerçants accusés de vente chère.

Le régime essaye donc de dévier la lutte en désignant les petits commerçants comme les responsables de la hausse des prix.

Petit à petit par l'élimination de nombreux petits commerçants, le régime a commencé à mettre en place un grand commerce capitaliste, avec la création de nombreux super-marchés largement contrôlés par les capitaux impérialistes. Ceci est la vraie raison de la soi-disant «lutte contre la vente chère».

Toute cette politique explique le caractère de plus en plus unanime de la révolte populaire contre le Shah, révolte dans laquelle se sont engagées les couches les plus diverses du peuple iranien.

Frank ROUSSEL

Contre toute dépendance !

● La situation stratégique de l'Iran, pays très peuplé, au carrefour de l'Asie, de l'Europe et des pays arabes, au départ de la route du pétrole, l'importance de ses propres richesses pétrolières, en ont fait très tôt un enjeu de rivalités impérialistes. Dès le début de ce siècle, les impérialistes qui mettent la main sur les richesses pétrolières, interviennent dans les affaires intérieures de l'Iran pour installer un pouvoir garantissant leurs intérêts.

Dès 1921, c'est l'impérialisme britannique, dominant dans la région, qui met en place Reza Khan, colonel cosaque de l'armée iranienne, celui-ci se proclame monarque. En 1942, le Shah actuel, fils de Reza, est porté au pouvoir. Avec lui, la pénétration de l'impérialisme américain va s'affirmer.

Toutefois, celui-ci se heurtera au gouvernement Mossadegh avec lequel un vaste mouvement populaire se développe pour la nationalisation du pétrole et l'indépendance nationale. D'où l'intervention impérialiste directe de 1953 : la CIA renverse Mossadegh et impose le retour du Shah qui instaure un régime de terreur.

RENFORCEMENT DES LIENS
AVEC LES USA

A partir des années 60, le Shah commence à édifier une armée puissante et moderne, à la fois pour faire face aux mouvements populaires en Iran, et devenir le «gendarme du Golfe». L'intervention contre la lutte de libération en Oman sera la première expérience de cercle qu'il entend jouer contre les

peuples de la région. L'impérialisme US va favoriser cette entreprise, à la fois parce qu'elle lui permet de voir un allié sûr défendre ses intérêts à sa place, mais aussi parce que la fourniture d'armes et l'envoi de conseillers lui permettent de consolider ses positions en Iran.

L'Iran va devenir le premier acheteur d'armes des États-Unis dans le monde (5 milliards de dollars en 1976). Le nombre des conseillers militaires américains s'accroît sans cesse : 8 000 en 1971, 15 000 en 1972 aujourd'hui plus de 35 000. En octobre 1977 les USA mettaient au point un projet d'intervention militaire dans le Golfe et organisaient des manœuvres militaires combinées des armées américaine et iranienne.

CARTER ET LE SHAH

Avec l'administration Carter, le Shah va garder ce rôle d'allié privilégié. La prétendue politique de «défense des droits de l'homme» du nouveau président US ne s'applique nullement à l'Iran. Celui-ci n'hésitait pas à recevoir le Shah en janvier dernier, à Washington, comme un grand ami de l'Amérique, dans la fumée des grenades lacrymogènes lancées contre les étudiants iraniens venus manifester contre le dictateur. Sans doute, devant l'isolement croissant du régime iranien, l'impérialisme américain peut-il être amené à soutenir une solution de «rechange», avec des combinaisons politiques incluant éventuellement certaines personnalités libérales, mais en même temps il est toujours prêt à sou-

tenir la manière forte et sanglante contre le peuple iranien, celle à laquelle a recouru l'armée iranienne qui reste largement dépendante des États-Unis. De plus, Washington tire prétexte de la menace croissante que fait peser l'URSS (qui a une très large frontière commune avec l'Iran) sur la région, pour tenter de justifier sa mainmise sur l'Iran et l'aide militaire massive au régime du Shah. Mais, cette politique se heurte à la volonté d'indépendance du peuple iranien. Comme celui-ci l'exprime aujourd'hui avec force, il entend, pour faire valoir ses aspirations propres, échapper à toute dépendance et n'être subordonné à aucun «protecteur». Ceci est également contraire aux calculs du social-impérialisme soviétique qui souhaite supplanter la super-puissance américaine en Iran.

LE JEU DU KREMLIN

Ces dernières années, les maîtres du Kremlin ont déjà marqué l'intérêt qu'ils portent à l'Iran en développant des relations nombreuses avec le régime du Shah. Ainsi pour tenter de développer sa pénétration en Iran, l'URSS, comme les USA, s'appuie notamment sur les projets militaires et économiques du régime iranien. D'ores et déjà, l'URSS et l'Europe de l'Est absorbent la plus grande partie des exportations non pétrolières de l'Iran, l'URSS achète également à l'Iran de grandes quantités de gaz naturel qui sont réexportées en Europe avec de gros bénéfices. Même sur le plan militaire, l'URSS a essayé de percer, avec les fournitures d'armes ; ainsi en 1976, les gouvernements soviétique et ira-

nien signaient un contrat de 500 millions de dollars (missiles, camions blindés...), le plus important jamais passé entre les deux pays.

Mais l'URSS vise plus loin. Et sans doute, dans ses calculs concernant l'Iran, et le processus à suivre en vue de la mainmise sur ce pays, l'exemple de l'Éthiopie est présent. En effet, l'armée d'Addis Abeba, formée et encadrée par les USA, a on le sait, à la suite du coup d'État de Mengistu, et quelques autres chefs militaires, opéré un brusque renversement d'alliances, en changeant à la fois de fournisseurs et de conseillers. Et au Yémen du sud et en Afghanistan, l'URSS a su s'appuyer sur l'armée pour développer son influence, en vue de développer son contrôle de cette région du monde, conformément à ses visées hégémoniques. Mais l'impérialisme américain conserve une place préminente au sein de l'armée, iranienne. Par ailleurs, Moscou entend, pour développer sa pénétration en Iran, s'appuyer sur le parti pro-soviétique Toudeh, qui tente d'accroître son influence à la faveur du mouvement populaire.

Mais, le peuple iranien, qui affronte la dictature du Shah, affirme avec énergie sa volonté d'indépendance. Et les déclarations récentes de certains chefs religieux, mentionnant la lutte contre les super-puissances et le non-alignement comme objectifs à atteindre, traduisent cette volonté d'un peuple décidé à ne pas se laisser confisquer le bénéfice de la lutte qu'il mène contre un régime qui l'a trop longtemps opprimé.

FÊTE DE L'HUMANITÉ

MALGRE LES MANŒUVRES, LA CONTESTATION
ETAIT LARGEMENT PRÉSENTE

Par François MARCHADIER

● A bien des égards, la fête de l'Humanité qui s'est déroulée samedi et dimanche à La Courneuve aura confirmé les difficultés qui sont celles du PCF. Ces difficultés ont trouvé leur illustration dans le «discours central», prononcé par André Lajoinie, membre du BP. A un moment où le PCF a l'occasion de s'adresser à l'auditoire le plus vaste qu'il peut réunir de toute l'année, à peine quelques milliers de personnes sont venues écouter un discours de dix minutes et d'une très grande platitude. Tous les témoins auront été saisis par le contraste existant entre l'immense foule assistant le samedi soir au concert du groupe pop Genesis, et la maigre assistance se serrant contre les barrières — dans le même emplacement — pour entendre le discours central de la direction du PCF le dimanche après midi. Dans le même ordre d'idée,

il faut noter l'absence de dynamisme des vendeurs de cartes, comme si des échecs répétés les avaient incités à quelque discrétion dans le racolage.

Cette morosité, qui prend sa source dans la crise interne qui secoue le PCF depuis avril, trouve également son explication dans le type de débats qui ont eu lieu. Nous précisons ci-dessous quel fut le contenu des plus intéressants d'entre eux, sur le fonctionnement interne du PCF et sur l'URSS. Signalons simplement ici qu'aucun des dix grands débats ne vit son assistance dépasser les trois cent cinquante personnes, et qu'ils n'excédèrent jamais une heure.

Malgré ces handicaps, visiblement souhaités, par les organisateurs, les remises en question de la direction et de la politique du PCF furent nombreuses. Elles furent souvent le fait des contes-

taires «elleinsteiniens», ou «althussériens». Les interventions des marxistes-léninistes susciteront un débat positif. C'est là qu'il faut chercher la source de l'agressivité du service d'ordre de la «fête», qui agressa violemment nos camarades (voir page 4)

Malgré la présence d'une foule importante, on peut voir dans l'échec du meeting central, dans le manque de dynamisme des vendeurs d'adhésions, dans le débit important des ouvrages des contestataires, dans la réceptivité des militants du PCF à nos arguments, dans l'agressivité d'un service d'ordre qui frappe pour éviter le débat, on peut voir dans tout cela la confirmation du fait que la direction du PCF est loin de s'être débarrassée de la crise interne.

«L'URSS et nous»

«L'URSS est socialiste,
il n'y a pas à revenir
là-dessus»

Au débat autour du livre «L'URSS et nous» c'est Cohen le rédacteur de la préface qui ouvre le débat : «dans notre livre, nous avons essayé de dépasser le niveau : en URSS il y a des choses qui sont bien, nous les soutenons et d'autres qui ne le sont pas, nous sommes contre». Pourtant dit-il «L'URSS est une réalité contradictoire». La suite du débat devait montrer que ce qui est surtout contradictoire dans le PCF c'est le jugement que les militants portent sur le pays de Brejnev...

Un militant prend la parole pour se demander si l'URSS est socialiste ou si c'est «une forme de perversion du socialisme». Feu nourri, alors, d'interventions qui se veulent des réponses et qui émanent des autres rédacteurs du livre : on apprend que «L'URSS est socialiste» cela «il n'y a pas à revenir dessus» mais qu'il reste du chemin à parcourir pour parvenir au communisme. «Ce chemin empruntera la voie de l'autogestion». «Où sont les spéculateurs en URSS ? Où sont ceux qui profitent du travail de la classe ouvrière. On n'a jamais vu que des exploités s'identifient complètement à l'Etat, ce n'est pas aujourd'hui que cela va commencer». En revanche, dit-il avec difficulté «il y a des freins, des obstacles».

LA REVOLTE
DES OUVRIERS
POLONAIS :
«DES OUVRIERS MAL
DÉGROSSIS»

A propos d'une question sur le soutien que le PCF apporte aux dissidents des



pays de l'Est, on entendra un des rédacteurs répondre : «Certes, il y a de grosses atteintes aux libertés dans les pays socialistes mais savez-vous bien qui sont ces dissidents ? La plupart du temps ce sont des bourgeois qui ne sont en fait que des réactionnaires. Sauf peut-être Klébanov mais on le connaît très mal». Un autre prendra un ton très savant pour dire que les ouvriers qui se sont révoltés à Urus et Random en Pologne sont essentiellement des ouvriers-paysans qui parviennent très difficilement à s'adapter à la vie citadine...

Comme une intervention affirmait que l'URSS était un pays fasciste, on vit un groupe de trois, quatre militants se lever en lançant : «C'est inadmissible que le parti laisse dire des choses pareilles sur l'Union Soviétique». Départ qui fit sourire plus d'un parmi le public. Toutefois entre ces positions bien délimitées ceux, et ils furent plu-

sieurs, qui analysent l'URSS comme un pays capitaliste, et ceux qui sont des inconditionnels, d'autres hésitent visiblement comme cette militante qui se demandait si «après une défense inconditionnelle de l'URSS on n'allait pas trop loin dans l'autre sens ?». Trop loin dans l'autre sens ? En écoutant les rédacteurs du livre, on se dit qu'il n'y a pas de danger. Cela déplut fort à une grande partie de l'assistance d'autant plus que cette défense et illustration du capitalisme d'Etat fut quelquefois faite à la tribune avec une morgue qui en dit long sur l'idée que certains de ces intellectuels se font de leur personne.

Par la participation plus importante qu'à celui de Paul Laurent, ce débat aura montré que c'est la question du socialisme qui est au tout premier plan des interrogations des militants du PCF.

Débat sur le fonctionnement du PCF

«Tel qu'il ne devrait
plus être»

«J'ai signé Le Manifeste d'Aix pas tellement parce que je suis d'accord avec tout ce qu'il contient, mais parce que je n'ai pas apprécié que Marchais dise à la télévision que les contestataires n'étaient qu'une vingtaine». Le premier intervenant au débat sur le livre de Paul Laurent, Le PCF comme il est, annonçait la teneur du débat. Laurent allait être obligé d'exceller dans son art favori : le coulage du poisson. «Il y a plusieurs aspects dans ta question» répond-il notamment... pour finalement n'en traiter aucun.

Le deuxième intervenant se présente : «Cela fait quarante ans que je milite au parti ; j'ai appartenu à une génération qu'on a dit stalinienne. Je suis encore profondément léniniste, marxiste-léniniste. Moi aussi, je suis d'accord avec le centralisme démocratique mais il faut bien voir ce que l'on entend par là ; c'est la façon de l'appliquer qui est importante». Puis ce vétéran pose une question sur l'unité de la direction du PCF qui semble terriblement formelle. Il en vient, dit-il, à se demander s'il ne faudrait pas qu'il y ait des courants. Une deuxième fois, P. Laurent répond à côté. Il croit convaincant de justifier l'unité formelle de la direction du PCF par le spectacle déplorable qu'offre effectivement le petit jeu des tendances organisées dans les congrès du PS.

C'est ensuite une militante encore plus ancienne qui intervient : elle ne comprend pas comment «le parti» a pu défilier avec des anti-communistes pour soutenir le dissident soviétique Chtaransky. Elle interroge : «Camarade Laurent, jusqu'où pourrions-nous aller ? D'accord, il faut soutenir les dissidents mais jusqu'où peut aller l'ouverture ?»

Une ou deux autres interventions iront dans le

même sens.

Le débat repart sur le fonctionnement du centralisme bureaucratique dans le PCF. Un militant s'interroge sur le qualificatif de «fractionniste», avec lequel la direction du PCF qualifie ceux qui se sont interrogés publiquement sur le bilan qu'il faut tirer de l'échec de la gauche aux dernières élections. «Il n'y a pas eu de débat, dit-il, on ne peut donc dire qu'ils sont fractionnés.» Laurent feint de ne pas avoir compris la question et affirme qu'il est nécessaire pour la direction d'un parti de donner son point de vue avant que l'ensemble du parti ne se soit emparé d'une question. Certes, mais l'intervenant ne mettait-il pas en cause l'absence de bilan tiré démocratiquement dans le PCF ? Un autre dira qu'il n'a pas signé l'appel dit des trois cents mais qu'il est d'accord avec son contenu. Des militants communistes révolutionnaires posent également deux questions sur la manière dont le PCF élabore sa ligne politique. Ce qui le distingue des autres grands partis, c'est qu'il se réclame du centralisme démocratique. Mais que cen-

tralise-t-il ? Les idées justes, celles qui vont dans le sens des intérêts de la classe ouvrière, ou centralise-t-il au contraire les idées d'hésitation, de capitulation qui existent aussi, du fait de la domination de la bourgeoisie. Là non plus pas de réponse !

On devait encore entendre d'autres questions qui posent des problèmes : «On ne connaît pas ceux qu'on élit aux congrès». «A mon avis, le livre ne devrait pas s'appeler : «Le PCF comme il est», mais le PCF tel qu'il ne devrait plus être».

Signalons encore cette autre intervention applaudie par une partie non négligeable de l'assistance sur la présence d'une délégation du PC tchèque représentant Husack, «le Pétaïn tchécoslovaque». Faut-il dire que la réponse de Laurent fut quelque peu embarrassée ?

Les discussions qui se sont engagées en attendant le forum suivant montraient que nombreux étaient les adhérents du PCF qui étaient loin d'être satisfaits par les réponses de Paul Laurent.

Marchais :
des contestataires,
où ça ?

Pour Marchais, la contestation n'existe pas au sein de son parti : c'est en tout cas ce qu'il a voulu faire croire en répondant, samedi, aux journalistes de TF 1 qui l'interrogeaient là-dessus : «D'abord, je ne sais pas ce que sont les «contestataires» ! Je sais qu'il y a des contestataires dans certains pays et dans certains partis. Dans le PCF, non. Il y a des camarades qui discutent. Nous ne les considérons pas comme des contestataires. La discussion nous réjouit. Je l'ai déjà dit, ce qui me peinerait le plus, ce serait qu'il n'y ait pas de débat. (...) je ne considère ni Elleinstein, ni Althusser ni qui que ce soit comme des contestataires, même s'il est vrai que personnellement il y a parmi les idées qu'ils expriment certaines que je ne partage pas».

FÊTE DE L'HUMANITÉ

Dans la fête

«Guy Bedos, c'est par ici ?» Entre des stands invariablement composés d'une banderole comportant un mot d'ordre plus ou moins long selon la place qui a été octroyée à la section et à la fédération, et d'une buvette ou d'une tombola, les passants déambulent, à la recherche des attractions. Quelques sections ont consacré un stand à la discussion. Mais sous le panneau «ici on discute, ici on adhère», il n'y a en général qu'un militant qui fait et refait son compte d'adhésions, l'air soucieux. Les visages sont en général assez moroses. Fatigue de la fin de la journée ? Il n'y a pas que ça. Les catcheurs «Ricard» font recette, eux, sans parler des groupes de musique ou des stands d'appareils photo et de montres. Les militants chargés de faire adhérer sont d'ailleurs peu visibles, et il est rare de se faire «accrocher», comme on a

pu le connaître dans d'autres occasions. Une militante se lance pourtant : «Vous êtes proches du parti ?». La discussion s'engage. Elle était déléguée à la conférence nationale de janvier, celle où Marchais avait mis la «barre» de l'Union à 25 %. Un peu gênée sur la façon dont sont prises les décisions dans son parti : «Tu comprends, nos dirigeants, on les a quand même élus ! Alors ils ne disent pas que des bêtises». Le revirement sur la force de frappe ? «Le parti a été pressé par l'échéance électorale, tu sais». Marchais annonçant les décisions à la télévision : «Tout le monde n'apprécie pas de la même façon l'image de Georges Marchais, y compris dans le parti. Mais il représente un collectif. C'est ce qui est important. S'il ne te plaît pas, demande sur ton quartier à assister à une réunion de cellule pour en discuter...»



Vu et entendu

Une jeune fille diffuse La Nouvelle Critique. Le numéro contient une table ronde sur le phalocratie. Un peu plus loin, des catcheurs font étalage de leurs muscles de menueuvres outranciers.

Comme quelqu'un lui fait remarquer le paradoxe, la diffuseuse s'exclame : «Je t'arrête tout, de suite. Tout à fait d'accord avec toi. Je diffuse La Nouvelle Critique uniquement pour me payer mon entrée en faculté. Le

PC, ça fait cinq ans que j'y suis, et j'en ai jusque là.» Sa main porte bien au dessus de sa tête.

Un vendeur de L'Humanité à qui l'on demande pourquoi les contestataires n'ont pas pu s'exprimer dans ce journal : «On n'a que douze pages. On ne peut pas tout mettre...»

Un chercheur d'adhésions : «Vous ne voulez pas adhérer ?» «Mais je suis pour la dictature du prolétariat». «Et alors ?»

AGRESSIONS CONTRE LES MILITANTS DU PCR ml

Dimanche après-midi, entrée de Stains. Les militants du PCRml sont là depuis trois heures. Ils distribuent l'appel aux militants du PCF lancé par le PCR à tous ces militants du parti révisionniste qui désirent sincèrement le socialisme et qui s'interrogent sur le fonctionnement de leur parti et son attitude lors de la campagne électorale ou au cours des luttes. Les tracts sont lus, le panneau qui porte sur le centralisme démocratique provoque la discussion, y compris avec des adhérents du PCF. Le service d'ordre de la fête ne s'est pas montré.

Tout à coup, une camionnette rouge de location arrive en trombe, obligeant les passants à se rabattre brusquement. Une vingtaine de gros bras sortent, très excités, et ordonnent aux camarades de «dégager» : «Allez vous-en immédiatement. Si vous ne partez pas, on a les moyens de vous virer sans que ça se voie». Passant aux actes, ils déchirent les journaux et embarquent panneaux, table de presse, et caisse de vente par la même occasion. Plusieurs diffuseurs sont violemment agressés. Un camarade hospitalier est blessé au visage. Il y

avait peu de monde à l'entrée, à cet instant. Les réactions sont pourtant vives, même si l'agressivité du SO rend prudent : «Vous avez la démocratie plein la bouche, et voilà comme vous faites avec ceux qui ne sont pas d'accord avec vous !». Un camarade handicapé physique venu en fauteuil roulant participer à la diffusion se voit sur le point d'être embarqué dans la camionnette.

Il fait reculer les démocrates sauce PCF en les menaçant de porter plainte pour séquestration. Un passant crie «fascistes !». Trois membres du SO lui

tombent dessus. D'autres n'hésitent pas à appeler à la rescousse les CRS stationnés un peu plus loin...

On connaissait cet aspect du «débat démocratique» cher au PCF. Le 22^e Congrès ne l'a pas modifié. Et que l'on ne nous parle pas d'éléments incontrôlés du service d'ordre, comme cela avait été dit après la manifestation du premier mai, contre le cortège des femmes. Une intervention aussi rapide et violente, après trois heures de diffusion, cela obéit à un ordre. Mais de quoi avait si peur celui qui a donné l'ordre ?

Le PCF
et le centralisme
démocratique :
sens d'un débat

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

Prix : 5 F + port
Vous pouvez passer commande de ces brochures
en écrivant au Quotidien du Peuple. B.P. 225 -
75 924 Paris Cedex 19.

Recueil de quelques documents
sur la question
de Staline

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
marxiste-léniniste

Prix : 10 F + port
Vous pouvez passer commande de ces brochures
en écrivant au Quotidien du Peuple. B.P. 225 -
75 924 Paris Cedex 19.

Election partielle :
nette victoire du PS

Au second tour de l'élection législative partielle de la quatrième circonscription du Pas-de-Calais, le candidat socialiste Claude Wilquin a retrouvé son siège avec 32 192 voix (59,94 %) contre 21 511 à son concurrent UDF Léonce Depez. La participation électorale (près de 85 %) a été légèrement supérieure à celle de dimanche dernier.

Au premier tour, Wilquin avait obtenu 25 401 voix, soit plus de 49 %, alors que la candidate du PCF, avec 3 293 voix (6 %) perdait plus de la moitié de ses suffrages par rapport à son score de mars. Ce très mauvais résultat du PCF avait provoqué une autocritique de la direction du PCF. Au second tour, il semble que les voix se soient bien reportées à gauche. A droite, les 7 400 voix (14 %) obtenues au premier tour par le candidat RPR ne se sont pas toutes reportées sur l'UDF.

Dimanche prochain, le spectacle continue à Nancy, où Servan-Schreiber est sur la sellette.

Election partielle :
dissensions au MRG

Le MRG a présenté un candidat dans la 16^e circonscription de Paris (14^e arrondissement), ce qui risque de poser des problèmes à la candidate socialiste pour être en tête des candidats de gauche.

Cette candidature a été décidée par la Fédération de Paris du MRG. Le bureau national a fait savoir qu'il s'y opposait.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Europe des polices : coordination à Vienne

Dimanche, une réunion des ministres de l'Intérieur de France, d'Italie, d'Allemagne fédérale, d'Autriche et de Suisse s'est tenue à Vienne dans le plus grand secret. Le but de cette conférence, qui n'a donné lieu à aucun communiqué, est de prendre des mesures communes contre le terrorisme.

Les ministres de l'Intérieur d'Italie, de Suisse, d'Allemagne fédérale et d'Autriche s'étaient déjà rencontrés il y a cinq mois.

Le gouvernement français a décidé de s'associer à ces concertations. On apprend qu'à cette conférence, les cinq ministres

ont étudié les problèmes posés par l'existence des frontières nationales dans la recherche des terroristes.

Ces conciliabules sont extrêmement inquiétants quand on sait l'extension que donnent les gouvernements au terme de terroriste. Cette réunion est un pas de plus dans la remise en cause du droit d'asile, déjà bafoué lors de la scandaleuse extradition de Klaus Croissant.

Depuis plusieurs mois, des contacts avaient lieu régulièrement entre les responsables des unités anti-terroristes des différents pays.

QUAND LES FLICS S'OCCUPENT DE SECURITE

● Une délégation de policiers des syndicats « autonomes » sera reçue mardi à l'Élysée. On se souvient que l'un des trois thèmes du « séminaire de Rambouillet » vendredi dernier concernait « la sécurité des Français ».

À la suite de la fusillade de l'ambassade d'Irak fin juillet, des syndicats de policiers avaient demandé à être reçus à l'Élysée. Philippe Sauzay, chef de cabinet du Président de la République recevra la délégation. Les policiers exprimeront une triple revendication. En premier lieu, ils ne veulent plus, disent-ils, « être envoyés dans des missions périlleuses » sans que les risques qu'elles représentent aient été correctement évalués ; et ils ne veulent plus participer à des opérations dans lesquelles un État étranger est impliqué sans qu'il ait été clairement affirmé que c'est la police française qui dirige les opérations.

Deuxièmement, les policiers avaient l'intention de demander la mise en place d'une « unité spécialisée dans la répression du terrorisme » mais ils ont été devancés par le gouvernement puisqu'on apprend que cette brigade est en fait, — bien qu'officieusement —, en place. (voir encart).

En troisième lieu, les policiers se plaindront de « ne pas être suffisamment soutenus moralement par les pouvoirs publics ». Par exemple, ils ont déploré que lors de la prise d'otages de l'ambassade d'Irak, où l'un d'entre eux fut tué, « le gouvernement tarde à manifester sa solidarité et à condamner les services de sécurité de l'ambassade ».

UNE SITUATION DE FRONDE

Ce n'est certes pas la première fois que la police manifeste ainsi son mécontentement. On se souvient qu'à plusieurs reprises, ces dernières années, elle avait même pratiqué des arrêts



Un des rassemblements policier de protestation après l'attentat à l'ambassade d'Irak.

d'activité alors que le droit de grève ne lui est pas reconnu. Pourtant, plus le temps passe, plus la température monte. Les manifestations de protestation contre la mort de leur collègue de la brigade anti-gang avaient bien failli mal tourner. Toutefois, cette fois encore, les syndicats de policiers étaient parvenus de justesse, dit-on, à tenir leurs troupes en main. Mais le contenu des revendications policières fait que cette fronde ne représente guère un danger pour le pouvoir.

LA MONTÉE DES IDÉES FASCISTES

Ce que ces contestataires de la police mettent en cause, ce n'est nullement le système capitaliste qui engendre la violence mais les moyens prétendument trop faibles dont ils disposent. Naturellement, il existe des divergences entre les différents syndicats

de policiers ; ceux qui seront reçus mardi ne seront pas les plus modérés...

Le plus inquiétant, c'est que les dernières élections aux commissions paritaires des gradés et gardiens de la paix révèlent que ce sont des courants ouvertement fascistes qui progressent le plus. Leur « programme », si l'on ose dire, se résume en trois mots : « Une police forte et respectée ». Pour ceux-là, « de tir à vue » sur tout ce qui est jeune et/ou immigré est justifié au moindre incident.

Les syndicats à l'apparence plus réformatrice ne doivent pourtant pas faire illusion. Dès que l'on gratte la croûte réformatrice, on découvre encore et toujours un élogé de « l'otage », des « rondes » permanentes, et on est abreuvé de plaintes sur l'insuffisance en matériel et en personnel.

UNE DÉMARCHÉ QUI TOMBE MAL

Pourtant, il ne se passe pas de semaines sans que l'on apprenne la mort ou les blessures graves d'une

nouvelle victime des policiers. Par exemple, un jeune de quinze ans est à cette heure entre la vie et la mort au service neurologique de l'hôpital de Lyon. Il avait volé une voiture, les gendarmes présents sur les lieux estiment que cela méritait une rafale de pistolet mitrailleur et plusieurs coups de revolver. Cela s'est passé mardi dernier.

Quant aux travailleurs en lutte, ils sont eux-mêmes directement pris pour cible. Un jugement du tribunal de Rennes vient de rendre Christine Mochon partiellement responsable de la perte de son œil... En septembre 1975, elle avait commis le « crime » de manifester contre les licenciements. Les CRS lui avaient alors tiré dans le visage à tir tendu.

Oui, une chose est sûre, les flics peuvent certainement compter sur le gouvernement pour leur donner satisfaction sur l'essentiel de leurs revendications : pour ces chéris du pouvoir, l'austérité n'existe pas.

François MARCHADIER

Monory face aux manifestants de Chatelleraut



Ministre de l'Économie, Monory est aussi un petit patron. En tant que ministre, il a quelques ennemis. Venu inaugurer la foire-exposition de Chatelleraut, il s'est trouvé en face d'une manifestation d'un millier de travailleurs qui protestaient contre les licenciements, notamment aux Etablissements Gallus (273 salariés licenciés). Entouré de la famille Abelin, madame, maire de Chatelleraut et son fils député de l'Indre, Monory a pris peur devant la détermination des manifestants. Il s'est enfui en voiture, alors que des bousculades avaient lieu. En tant que petit patron, Monory a aussi des ennemis. Victoire de la concurrence, il doit réorganiser les succursales de ses agences. Se devant de montrer l'exemple, il licencie 4 employés à Parthenay.

Ceyrac : des licenciements les mois prochains

Interrogé dimanche soir au Club de la presse, Ceyrac a réaffirmé que l'on toucherait le fond du chômage d'ici la fin de l'année. Pour réaffirmer aussitôt : « Des licenciements interviendront en septembre, octobre et peut-être novembre ». Selon lui, il ne devrait pas y avoir de mouvements sociaux importants d'ici la fin de l'année. Il a tenu à faire savoir que les patrons avaient, ces derniers temps, porté une grande attention au problème des bas salaires et qu'ils n'avaient pas abusé de la liberté des prix.

La rentrée de Chirac : virulence et prudence

Majorettes, drapeaux tricolores et public excité venu de toute la région Rhône-Alpes, Chirac faisait samedi sa rentrée à Valence, à l'occasion de la fête du RPR. Modéré devant les journalistes lors de la conférence de presse, il a retrouvé son ton virulent devant une assistance très réceptive aux attaques contre le gouvernement : « Le budget 79 est peu adapté à la situation économique et aux exigences à long terme du développement de notre pays. Il ne m'a pas semblé marqué par un souffle particulier. Il se réfère beaucoup à la vieille tactique du « contribuables, à vos poches ». (...) Ce n'est pas le libéralisme, le laisser-aller qui nous permettront de surmonter les difficultés. Il faut une politique volontariste... ». Passant en revue les points de désaccords avec le gouvernement (Europe, « laxisme » dans le domaine de la « sécurité », etc...) il a précisé qu'il ne fallait pas considérer « comme acquises les voix des députés RPR ». Il a d'autre part appris aux deux à trois mille militants RPR présents qu'un congrès extraordinaire, à la mi-novembre, fixerait la position chiraquienne à propos du parlement européen.

Création d'une brigade « anti-terroriste »

L'interlocuteur de la délégation des policiers qui sera reçue à l'Élysée sera en mesure de leur annoncer qu'une de leurs revendications est d'ores et déjà satisfaite. On apprend en effet qu'une unité anti-terroriste vient d'être mise sur pied. Elle compterait douze « fonctionnaires » et pourrait être divisée en deux groupes « en cas de nécessité ». D'une certaine manière ce genre d'unité existait déjà ; ce qui est nouveau c'est qu'elle sera constituée de « permanents » et qu'elle ne subira plus seulement un entraînement physique, mais aussi une formation politique.

Cette unité sera également affectée à la surveillance des mouvements révolutionnaires bien qu'officiellement elle n'ait pour mission que de s'intéresser aux « terroristes » français ou étrangers.

LUTTES OUVRIERES

Chantiers navals Terrin (Marseille)

«Nous sommes tous licenciés»

Les locaux des différentes unités du groupe Terrin étaient toujours occupés par les travailleurs, ce lundi matin. Plusieurs propositions sont avancées pour la semaine qui s'ouvre : la CFDT a proposé de faire du 14 septembre, jour de la visite du ministre du Travail Boulin, une journée ville morte dans tout Marseille. Le PCF, quant à lui, prépare une journée d'action pour la veille mercredi 13. Enfin, à l'occasion d'un conseil municipal extraordinaire, Defferre, maire de Marseille, présentera les propositions socialistes. Il se sera auparavant entretenu avec le ministre des Transports La Thuile.

Vendredi 8 septembre. Cinq minutes après le début de la réunion du Comité d'entreprise, un délégué CGT sort de la séance et prend la parole devant un millier de travailleurs de chez Terrin : «Camarades, les syndicats viennent de nous annoncer que nous sommes tous licenciés». Un silence. Il ajoute : «La CGT s'oppose à tout licenciement chez Terrin».

Devant le perron où se sont regroupés les ouvriers, la colère explose : «On n'a qu'à garder les

syndics... On va leur foutre un taquet, à ces voleurs !» Tout de suite, les portes de Terrin sont fermées. Le délégué n'était pas encore retourné au C.E. que les portes étaient bouclées et les gars revenus se masser devant la salle où se tient le C.E. De demi-heure en demi-heure, les délégués viennent rendre compte de l'état des discussions : en plus des licenciements, les syndicats refusent de payer les congés, la cinquième semaine, la participation annuelle — qui tourne autour de

2 000 F —, les retenues de primes... C'est cela que, pendant toute la journée, alors que les ouvriers présents parlent de garder les syndicats, les délégués vont négocier. Ils préciseront : «Nous ne séquestrons pas les syndicats, nous discutons»...

Midi passe, les syndicats sont toujours là, en discussion avec les délégués. Devant le local du C.E., toujours autant de monde. 14 h 30 : les flics se massent autour de Terrin. Les ouvriers se regroupent, prêts à défendre les portes. Au bout de cinq minutes, les flics font demi-tour. Au fil des heures, les syndicats acceptent une revendication, puis une autre. Un engagement dont on ne sait pas même qui va l'honorer... Quant aux licenciements, il n'en est pas question. Vers 18 h, les syndicats sortent. Pour les ouvriers de Terrin, une nouvelle occupation commence.

3 000 LICENCIEMENTS POUR «REMETTRE EN ORDRE»

Avec la liquidation de Terrin, c'est plus de 3 000 licenciements, sans compter les répercussions qui ne manqueront pas d'atteindre les ouvriers des 250 entreprises sous-traitantes. La sentence de mort prononcée vendredi matin, c'est pour toute la navale une menace qui s'approche à grande vitesse : Terrin était le Numéro 1 de ce secteur, depuis 4 ans. Dans la région, Terrin avait presque tout racheté dans la réparation navale : les établissements Grognard, les Ateliers Provençaux, la Société des Etablissements méditerranéens, les Etablissements Durbec. Aujourd'hui, il ne reste plus que deux entreprises de moindre importance, la Société Méditerranéenne de Réparations (600 personnes), et les Etablissements Paoli. A la nouvelle, le personnel de ces deux entreprises a aussitôt débrayé.

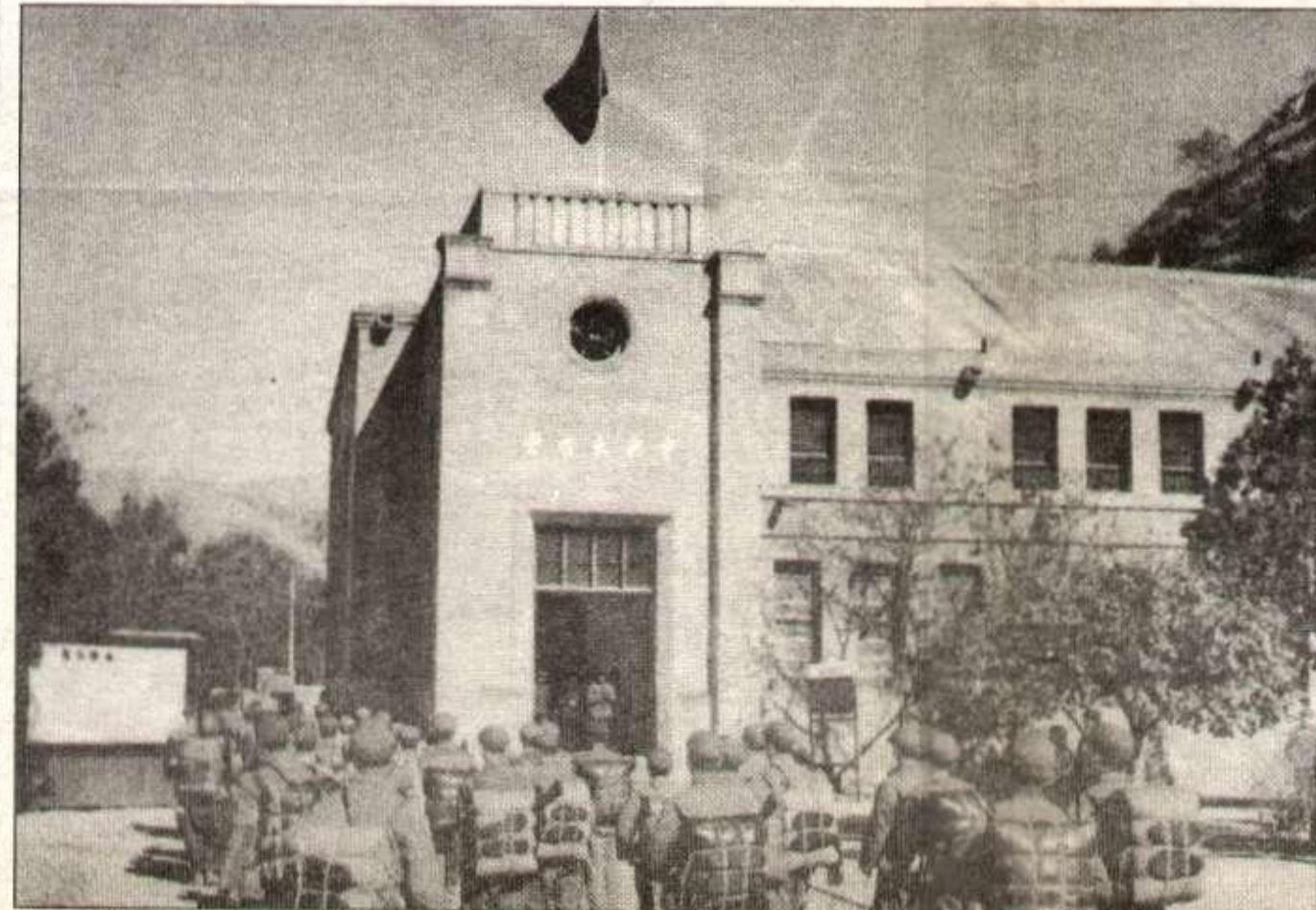
Terrin, ce n'est pourtant pas des installations particulièrement vieillottes. Au contraire, le port est moderne. Les formes de radoub peuvent accueillir des navires de plus de 200 000 tonnes, et même, pour l'une d'entre elles, les supertankers de 500 000 tonnes. Et il n'est pas certain que parmi les hommes d'affaires qui ont tourné autour de Terrin depuis ces derniers mois, il ne s'en trouve pas qui aient l'intention de reprendre l'entreprise, d'ici quelque temps, avec des effectifs sans commune mesure, et à d'autres conditions de salaire. La veille de la liquidation, le ministre du Travail, M. Boulin, n'avait-il pas déclaré : «L'affaire Terrin, remise en ordre, pourrait être compétitive. Si demain, on venait demander à mon collègue Monory un concours financier pour une entreprise

redevue compétitive, une aide de l'Etat pour redémarrer, je suis convaincu qu'il aurait l'esprit tout à fait ouvert à ce problème». Officiellement d'ailleurs, ce que demandaient les experts du marché commun, c'était la suppression de la moitié des effectifs, au niveau du pays !

Chez Terrin, les licenciements avaient d'ailleurs commencé depuis 76 : 200 cette année-là, 400 en 77, 825 au printemps 78. Les plans refusés par les ouvriers de Terrin, depuis le dépôt de bilan comportaient tous, des licenciements. Cette fois, les syndicats ont préféré licencier tout le monde, quitte à voir les choses venir dans les mois qui viennent. Pour les gars de la Navale, c'est une dure bataille qui l'a fait poursuivre, une bataille où déjà perdu une partie des forces, avec les centaines de licenciements du printemps. Pour l'instant, une riposte interprofessionnelle est prévue par la CGT, la CFDT et la FEN, pour le 14 septembre...

Le groupe Terrin : la SPAT, la Société des Ateliers Provençaux, Sud Marine, Mécanique-Etang, et la Société des Ateliers de la Méditerranée. En tout, 3 000 licenciements.

Nous poursuivons ici la publication des articles du camarade Charles Villac membre du secrétariat politique du PCR, qui a participé à la délégation du Comité central qui s'est rendue en Chine à l'invitation du Comité central du Parti communiste chinois. Aujourd'hui il évoque la visite de la délégation à Yen-an, haut lieu de la révolution chinoise et de la pensée maotsétoung.



L'immeuble où s'est tenu le VII^e Congrès du Parti communiste chinois, avait été construit spécialement à cet effet en pleine guerre anti-japonaise et malgré les bombardements de l'ennemi.

A compter du 23 avril 1945, se tient à Yen-an le VII^e Congrès du Parti communiste chinois. On peut voir aujourd'hui à Yen-an la grande salle qui accueillit les 544 délégués qui ont assisté au Congrès, représentant les 1 210 000 membres du parti. De chaque côté, à l'intérieur de la salle, étaient hissés 24 drapeaux rouges, symbolisant les 24 années d'édification et de lutte du Parti communiste chinois. Ce Congrès se tient au moment où le mouvement de rectification contre le subjectivisme, le sectarisme, le style stéréotypé a permis de renforcer de façon très importante l'unité et la capacité combative du Parti. Dans son œuvre «Pour un

PRÉCISION

Dans son édition datée des 9 - 10 - 11 septembre 1978, le Quotidien du Peuple a reproduit des extraits de l'éditorial qu'il avait publié le 10 septembre 1976 en hommage au président Mao Tsé-toung. Indiquons que le titre mis à ces extraits, «Lénine de notre époque», est à comprendre au sens «Lénine de notre temps», et que bien évidemment le terme «époque» pas l'ouverture d'une période différente de «l'époque de la crise de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne», époque que s'est ouverte avec la révolution d'Octobre et se poursuit encore aujourd'hui.

style de travail correct dans le Parti», (février 1942), le président Mao Tsé-toung, lors d'une Ecole du Parti, précise l'enjeu et l'objectif de ce mouvement d'éducation marxiste-léniniste.

Pourquoi ce mouvement dans le Parti dans le même temps où les tâches de la révolution exigent alors de poursuivre et intensifier la guerre anti-japonaise et de développer la campagne de production ? C'est qu'existent alors dans le PCC des idées qui ne conviennent pas à la situation, qui ne sont pas justes. Sur la question de l'étude : «D'une manière générale, la théorie, chez nous, ne va pas encore de pair avec la pratique révolutionnaire, encore moins peut-il être question de l'avance qu'elle devrait avoir sur celle-ci». Ce qui est en jeu ici, c'est la capacité d'utiliser le marxisme-léninisme pour «procéder à une analyse approfondie, scientifique, de la réalité chinoise, pour dégager les lois de son développement». Et la méthode pour rectifier les erreurs commises, c'est celle qui consiste à «guérir la maladie pour sauver l'homme» après avoir «tiré la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour».

Ce mouvement de rectification dans le PCC doit permettre de renforcer la capacité du Parti à se lier plus étroitement aux masses, à mieux maîtriser les problèmes qui se trouvent posés pour l'avancée de la révolution chinoise. Sont

alors organisées, des écoles de cadres où le travail, consistant à participer à la campagne de la production, à aménager des grottes, est lié à l'étude et aux exercices militaires. Et c'est en avril 1945, qu'une systématisation des acquis dans l'édification du Parti, peut être effectuée, sur la base du bilan de 24 années de luttes du PCC : «Des que la vérité universelle du marxisme-léninisme fut liée à la pratique concrète de la révolution chinoise, celle-ci prit un tour entièrement nouveau, et ce fut le début de toute l'étape historique de la démocratie nouvelle. Armé de la théorie marxiste-léniniste, le Parti communiste a apporté au peuple chinois un nouveau style de travail dont les éléments essentiels sont l'union de la théorie et de la pratique, la liaison étroite avec les masses et l'autocritique».

Mais ce style de travail n'est pas donné d'emblée ; il résulte de luttes contre les conceptions erronées dans le Parti, il exige de développer à l'intérieur même du parti, l'éducation idéologique. La liaison avec les masses exige pour les communistes de «partir en tout des intérêts du peuple et non des intérêts de l'individu ou d'un petit groupe». Sans cette liaison étroite avec les masses, les communistes sont privés de cette force créatrice des masses qui les rend invincibles. Enfin, par l'autocritique et la critique, peuvent être analysées et rectifiées les erreurs à l'intérieur du Parti.

YENAN, haut lieu de la révolution chinoise et de la pensée maotsétoung (2)

Avec ces mêmes soldats de l'Armée, il s'entretient des problèmes de la campagne de la production. Alors que des difficultés importantes ont pu être surmontées grâce à cette campagne, que les troupes ont pu de cette façon, subvenir elles-mêmes à leurs propres besoins, se liant plus étroitement aux masses paysannes, il indique : «Tchang Kai-chek n'a fait que de mauvaises choses, sauf d'éviter de nous donner de l'argent, en organisant le blocus économique, en refusant de donner des centaines de milliers de yens ; il a ainsi permis à ceux qui se faisaient des illusions, de se détromper, il nous a contraints à trouver notre propre issue, en comptant sur nos propres efforts, beaucoup plus sûrement que ne l'aurait fait aucune soldes».

Riposter du tac au tac

A travers huit années de combat courageux, le peuple chinois s'est libéré de l'envahisseur japonais ; celui-ci capitule en août 1945. Mais après cette victoire de la guerre anti-japonaise, Tchang Kai-chek, ce représentant politique des grands propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie de Chine —alors que pendant la

guerre de résistance anti-japonaise, il a organisé trois campagnes anti-communistes de grande envergure en 1940, 1941, 1943, — se prépare, soutenu par l'impérialisme américain, à reprendre la guerre civile, et cherche à arracher au peuple la moindre parcelle de pouvoir, le moindre avantage conquis. A cela, le PCC réplique : «Notre politique consiste à lui riposter du tac au tac et à nous battre pour chaque pouce de terre». Mais les réactionnaires du Kuomintang, demandent au camarade Mao Tsé-toung d'aller négocier à Tchong King, dans le même temps où ils attaquent les régions libérées. Le PCC accepte cette négociation, afin d'utiliser tous les moyens pour obtenir la paix et éviter la guerre civile : «La manière de riposter du tac au tac dépend de la situation. Parfois, ne pas aller négocier, c'est riposter du tac au tac ; parfois, aller négocier, c'est aussi riposter du tac au tac. Cette fois, nous avons bien fait d'y aller, car cela nous a permis de démolir les mensonges du Kuomintang selon lesquels le Parti communiste ne désirait pas la paix et l'union». (Sur les négociations de Tchong King, 17 octobre 1945).

Briser l'offensive de Tchang Kai-chek

Après qu'en juillet 1946, avec le soutien de l'impérialisme américain, le Kuomintang, ait développé la guerre civile en guerre civile générale, la tâche du peuple chinois est celle de briser complètement l'offensive de Tchang Kai-chek, dans une guerre de légitime défense. Au musée historique de Yen-an,

nous pouvons voir la reproduction photographique d'une réception de dirigeants de la région par le président Mao Tsé-toung, en mars 1947. Voici l'évocation de la discussion que celui-ci a eue : — Il a expliqué que le Kuomintang avait réuni 230 000 soldats uniquement contre Yen-an, alors que l'APL pouvait alors leur opposer 20 000 soldats. Dans ces conditions, il apparaissait nécessaire de quitter temporairement Yen-an, ceci afin de laisser l'ennemi pénétrer plus profondément pour l'anéantir ensuite. Les dirigeants de la région ont fait part de la résolution de la population armée de défendre Yen-an. Le camarade Mao Tsé-toung a répondu : nous habitons ici depuis plus de 10 ans, on y a creusé des grottes, on y a mangé du millet, étudié, formé des cadres, dirigé la révolution chinoise.

Toute la population chinoise connaît Yen-an, il faut la défendre, mais la situation ne le permet pas. L'issue ne dépend pas de la perte d'une ville ou de plusieurs, l'essentiel c'est d'anéantir l'ennemi. Si on garde les territoires et si on garde les hommes, en définitive, on conserve les deux. Si on abandonne temporairement Yen-an, c'est pour libérer toute la Chine. Non seulement nous pouvons abandonner momentanément Yen-an, mais si nécessaire le Nord de la Chine, ainsi, ils porteront ces fardeaux. Yen-an a ses propres forces, il ne peut les démanteler... Le peuple est toujours avec nous, qu'avons-nous à craindre ? Notre tactique est une tactique de harcèlement et d'encerclement. Dans notre région, nous avons des montagnes, des forêts, des chemins escar-

pés. Laissons grimper l'ennemi sur ces montagnes et quand il sera harassé, nous l'anéantirons, notre tâche du moment est de le faire s'embourber. Et le président Mao Tsé-toung a insisté auprès des cadres pour qu'ils expliquent bien aux soldats l'ensemble des raisons données par le Comité central. Il a ajouté : «Nous reviendrons à Yen-an au bout d'un an, tout au plus deux».

Le Kuomintang a occupé Yen-an le 19 mars 1947 ; Yen-an a été repris le 22 avril 1948, soit 1 an, 1 mois et 3 jours plus tard. Pendant 13 années, de Yen-an et sa région, le président Mao Tsé-toung a impulsé et dirigé la grande lutte révolutionnaire du peuple chinois. Il y a écrit plus de 112 ouvrages, constituant autant d'armes théoriques qui éclairent aujourd'hui la marche du pro-



On voit ici le lieu où le président Mao Tsé-toung a prononcé son célèbre discours «Servir le peuple» le 8 septembre 1944.



Wangchiaping à proximité de Yen-an : c'est là que siègeait la commission militaire du Comité central et les quartiers généraux de la VIII^e armée de route.

létariat et des masses populaires, qui permettent d'acquérir le point de vue matérialiste dialectique.

Il a conduit à la victoire, — à la tête du PCC entraînant le peuple chinois dans la lutte — de la révolution de Démocratie Nouvelle.

Et à Yen-an aujourd'hui, cet esprit révolutionnaire reste vivant, nous avons pu l'observer dans l'immense effort accompli par les masses pour combattre les calamités qui ont frappé la région l'année dernière pour rendre fertile une terre ingrate, pour créer de nouvelles industries, afin de renforcer les bases matérielles de l'Etat socialiste. Nous avons pu l'observer aussi lors de la visite de l'école du 7 mai de la municipalité de la ville de Sian implantée à Nanuyan.

Demain : la visite à une école du 7 mai.

Achetez Le Quotidien du Peuple chaque jour dans le même kiosque

SEGUY - MAIRE

QUAND «L'UNITE» DEVIENT NECESSAIRE

Edmond Maire a dit oui ; oui à la proposition de Georges Séguy pour une campagne commune sur la question du chômage. Les nuages accumulés dans les relations inter-confédérales depuis un certain jour du mois de mars 78 seraient-ils en voie de dissipation ? Rien n'est moins sûr. A vrai dire, ce début de raboichage semble surtout guidé par des motivations internes propres à chacune des centrales.

En cette rentrée d'automne et alors que les signes avant-coureurs d'une vague de luttes ne sont pas encore apparus, il est nécessaire pour les directions syndicales de présenter un semblant de programme, d'avoir quelque chose à proposer. Elles ne peuvent apparaître les mains complètement vides. C'est déjà une première raison. Mais surtout, les Séguy, Maire et consorts ont été confrontés depuis quelques temps à de sérieuses difficultés internes.

Séguy, pour sa part, a bien dû reconnaître l'échec de «la campagne des trois millions d'adhérents». Bien sûr, il a trouvé toute une série d'arguments pour l'expliquer, faisant généralement reposer la responsabilité de cet échec sur «les militants qui n'ont pas bien pris les choses en main» ou sur «les travailleurs qui n'ont pas encore bien compris où est leur intérêt». En tout cas, les faits sont là : il n'est même plus question d'augmenter le nombre d'adhérents, mais plutôt d'arrêter l'hémorragie et la baisse constante des scores aux élections professionnelles.

Bien plus graves encore sont les retombées, dans les rangs de la CGT, de la claque de mars. Comme on dit : «Ça traîne les savates» ; surtout dans les structures, toujours promptes à faire payer aux militants de base et aux travailleurs leurs propres déboires. Alors, dans une situation où il ne se passe pas grand chose, la tendance est souvent à la discussion. Et pas toujours à partir des «thèmes démocratiquement élaborés par nos organismes dirigeants». Par exemple, les prises de position publiques de Séguy en faveur du PCF ont alimenté bien des conversations depuis la défaite. Et ça semble continuer. Pour ces raisons, il est souhaitable pour la direction confédérale que l'attention des militants, et si possible des travailleurs, soit captée par ces «propositions unitaires constructives». Un moyen comme un autre d'arrêter les discussions et poèmes internes en refaisant à peu de frais un peu du terrain perdu.

Maire, de son côté, a eu beau faire et beau dire, il n'a pas réussi à faire avaler ses théories complètement fumeuses sur les «négociations dans tous les domaines et à tous les niveaux». N'allons pas jusqu'à dire qu'il s'est complètement discrédité dans cette affaire, mais c'est un fait : il ne se trouve guère de militants pour défendre devant les travailleurs les contre-vérités manifestes élaborées par les spécialistes de la rue Cadet. Les nombreux sifflets (d'ailleurs passés sous silence par la plupart des médias) qui ont ponctué le discours de rentrée du secrétaire général sont un témoignage supplé-

mentaire de cet état de choses. Maire est fermement décidé à poursuivre ses «négociations», n'en doutons pas un seul instant. Cela dit, il devient urgent pour lui de faire semblant de se préoccuper du sort des travailleurs. Va pour la «campagne-chômage» proposée par Séguy.

Une raison supplémentaire vient appuyer l'hypothèse du rapprochement-bidon, rendu nécessaire par les difficultés internes ; elle tient dans le thème choisi. On peut dire que, dans un sens, ça tombe plutôt bien pour Séguy et Maire, tout ce bruit autour du chômage. C'est vrai, ça ne coûte pas cher de balancer une campagne là-dessus : tracts, affiches, réunions, communiqués, conférences de presse... Pas trop dangereux, tout ça ! Jusqu'à maintenant, la lutte contre le chômage, malgré des mobilisations partielles tout à fait positives, n'a pas débouché sur des mouvements de grande ampleur, mettant les directions syndicales en difficulté. Notons d'ailleurs que celles-ci ont toujours bien pris soin qu'il n'en soit pas ainsi. L'aggravation du chômage pourrait cependant bien créer des situations que n'ont pas prévues les leaders syndicaux.

C'est donc par «sagesse» et pour faire face à leurs difficultés internes que les uns et les autres vont se retrouver pour cette inoffensive «campagne contre le chômage». Qu'ils prennent garde ! Les travailleurs pourraient bien venir y mettre leur grain de sel. C'est ce qu'ils avaient déjà fait au printemps.

Gérard PRIVAT

CNJA : la concertation avant tout

Au terme de son congrès tenu à Souillac, le Centre National des Jeunes Agriculteurs (CNJA) a élu à sa direction Michel Fau, éleveur de moutons à Villefranche de Rouergue. Le nouveau président du CNJA se définit lui-même comme proche de Debatisse, président de la FNSEA. Les travaux du congrès ont porté sur les inégalités existant entre les agriculteurs et «les autres couches de la population». L'accent a été mis sur la nécessité d'améliorer la compétitivité des entreprises agricoles, et de développer la productivité dans des secteurs comme la viande ou le lait. Le ministre de l'Agriculture, Pierre Méhaignerie, assistait aux travaux du congrès et s'est montré très satisfait : les dirigeants du CNJA ont en effet mis l'accent sur la nécessité de la concertation et de la non-politisation de leur mouvement.

Saint-Ouen-l'Aumône : grève contre l'intervention policière aux PTT

Vendredi, un employé du centre de tri de Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) aurait été surpris à commettre un larcin. Se saisissant de ce prétexte, la police a perquisitionné dans le centre, fouillant les vestiaires, et procédant à trois interpellations. Les trois employés ont été gardés à vue la nuit de vendredi à samedi, et finalement relâchés sans qu'aucune poursuite judiciaire soit engagée contre eux.

Les affaires de vol dans les centres de tri donnent lieu habituellement à une enquête administrative. Le prétexte utilisé pour faire intervenir la police a suscité l'indignation chez les postiers qui ont décidé, à l'appel des syndicats, une grève qui a été suivie vendredi soir et samedi.

Manil (Ardennes), 150 licenciements

LA DIRECTION ACCUSE LES TRAVAILLEURS

Mais pourquoi donc cette décision imminente ? C'est la faute aux travailleurs, selon la direction, et plus particulièrement de la fâcheuse grève qu'ils déclenchaient au début de l'année dernière. On se souvient en effet qu'au début de l'année 1977, les ouvriers de Manil menaient une lutte particulièrement dure pour les conditions de travail et l'augmentation de leur salaire. Selon la direction d'Eaton Manil, cette grève, en paralysant la production durant plusieurs jours, a fait perdre à la société plusieurs clients qui auraient depuis cherché à s'approvisionner ailleurs. Avec une telle explication, la direction de Manil vise en fait deux ob-

● L'entreprise Eaton Manil, à Viviers au Court (Ardennes) a une particularité : celle de fabriquer 80 % de la production de fonte grise utilisée dans l'industrie automobile française. Autant dire qu'elle a une situation de quasi monopole. La direction de l'entreprise métallurgique parle actuellement, bien que rien ne soit encore officiel, d'une possibilité de nombreux licenciements dans la période à venir : 150 travailleurs et travailleuses seraient mis à la porte sur les 600 que compte la société.

jectifs ; le premier, obtenir des travailleurs la «paix sociale» : c'est donc le chantage habituel pour l'avenir : «Si vous faites grève, vous risquez de mettre en péril la survie de l'entreprise». Deuxièmement, il s'agit de masquer la véritable raison de ces licenciements : une restructuration entreprise par la direction de Manil dans le cadre de la concurrence achar-

ses frais de production, en continuant sa production actuelle, en réduisant son personnel.

D'ores et déjà, en plus des 150 suppressions d'emplois annoncées, 150 travailleurs intérimaires viennent de voir leur contrat, non renouvelé. Pour tenter de faire accepter ses sinistres projets, la direction de la société ardennaise laisse entendre sans rire, que la suppression d'emplois envisagée en permettant à l'usine de repartir sur de nouvelles bases, pourrait amener des emplois nouveaux d'ici deux ou trois ans ! Croit-elle endormir les travailleurs avec de telles perspectives ?

née qu'elle livre à différentes firmes étrangères qui tentent de pénétrer sur le marché automobile français : des sociétés allemandes, espagnoles pour les plus importantes. Dans cette bataille, Manil n'est pas trop bien placée : ses commandes ont été réduites de 45 % cette année et ses ventes se réduisent à 80 millions de francs. Aussi entend-elle réduire

Fermeture de Souillac (Bordeaux)

DES «REPRISES» DOUTEUSES

Il est devenu banal de dire qu'il ne se passe pas un jour sans que l'on assiste à une ou plusieurs fermetures d'entreprises. La région bordelaise n'échappe pas à la règle : il y a quelques temps, la direction de l'entreprise Souillac (fabrique de chaussures de style) laissait entendre que les choses allaient mal : la situation financière de la société, selon elle, était très mal en point ; les banques voulaient supprimer leur aide. Bref, la

liquidation était sur le point d'arriver.

Et puis les choses seraient devenues moins graves. C'est du moins ce qu'on laisse entendre : le tribunal de commerce de Bordeaux aurait accepté une suspension provisoire des poursuites pour la manufacture de chaussures, ce qui veut dire qu'elle dispose de deux mois, avec le syndic désigné pour trouver une «solution». Est-ce à dire que tout est réglé comme on

voudrait le faire croire et que la lutte ne serait pas nécessaire ? Nous en sommes loin : quelles sont donc les «solutions» envisagées ? Qui est donc susceptible de racheter Souillac ? La société américaine Genesco ? On en doute quand on sait que ce trust parle depuis quelques temps de laisser tomber la société Charles Jourdan (Romans), acquise par lui il y a quelques années. Restent les sociétés italiennes de la chaussure, dont

on sait que les produits concurrencent fortement les produits français.

Du fait même de la bataille qu'elles se livrent sur le marché international de la chaussure, les sociétés italiennes semblent plutôt contentes des difficultés du concurrent français qu'est Souillac. Et à envisager qu'elles rachètent l'entreprise bordelaise, il y a fort à parier que cette reprise s'accompagne d'une diminution des effectifs.

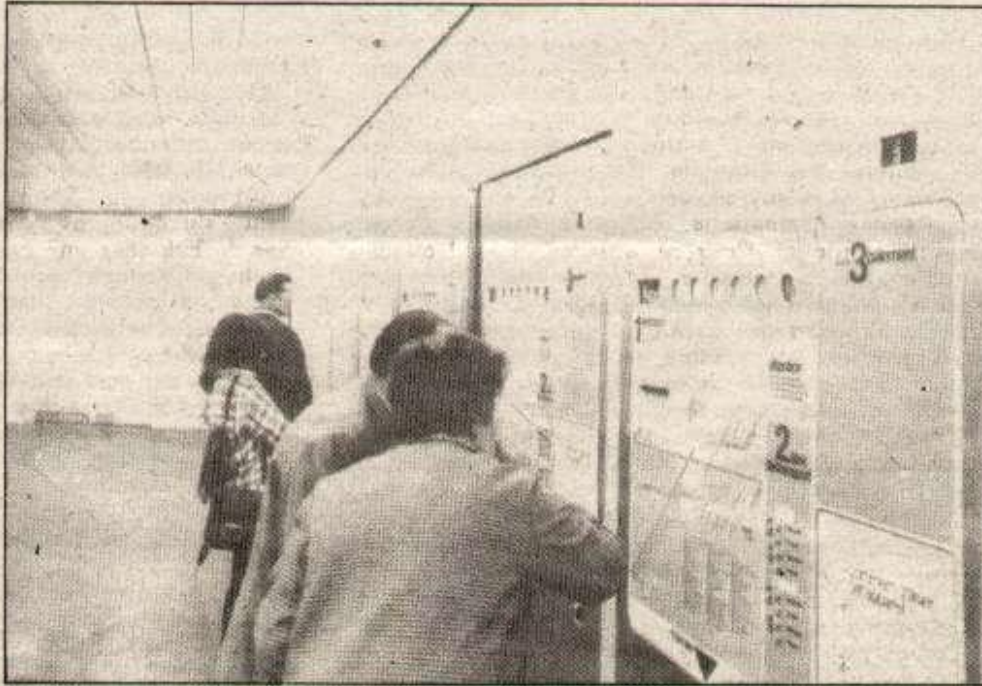
téléphonez
au
quotidien
636 73 76



La rentabilisation de la SNCF

LE SCANDALE DU COMPOSTAGE

● Juchées sur leur support, elles font «clac» lorsqu'on y enfourne un billet. Ces drôles de machines — les composteurs — ont généralisé leur apparition au départ de toutes les gares. Presque sans bruit la SNCF a fait savoir que désormais tous les billets devraient être compostés en gare et non par le contrôleur du train.



Résultat : une pagaille inouïe et une pluie d'amendes comme on n'en avait jamais vu de mémoires de contrôleurs : plusieurs dizaines de voyageurs à l'amende sur chaque parcours ferroviaire (environ un voyageur sur cent), c'est énorme !

Les cas sont simples. Celui, courant, du voyageur qui prend son billet dans le train (la file d'attente au guichet étant trop longue) pour lui permettre d'avoir son train à l'heure : le voyageur est verbalisé et soumis à la taxe-amende de 20 % ! Questionnée à ce sujet par de multiples voyageurs scandalisés, la SNCF affirme à chaque fois que c'est normal : le contrôleur devant avoir tout son temps pour contrôler les billets, il ne peut plus en délivrer dans le train ; que l'amende est le seul moyen pour empêcher les gens de faire comme avant, etc, etc.

Autre cas : celui du

voyageur qui choisissant un train à supplément (pour des raisons d'horaire ou de confort) se voit verbalisé car il a composté uniquement le billet mais pas le supplément ! Rappelons que le supplément est valable uniquement pour un seul train et un seul jour ! Depuis les protestations, la SNCF a décidé de supprimer l'amende dans ce cas, mais ce qui est pris étant pris, pas question de remboursement...

Dans tous les trains, les amendes pleuvent. Le flou qui règne sur le règlement multiplie les prétextes à amende, des amendes lourdes car elles représentent

20 % du billet, plus une indemnité «forfaitaire» et des «frais de dossier».

Une véritable bénédiction pour la trésorerie d'une SNCF où la rentabilité est le maître mot et où tous les coups sont permis pour «faire de l'argent», que ce soit sur le dos des cheminots ou sur celui des usagers...

La multiplication des trains à supplément (dont certains ne sont ni plus rapides ni meilleurs que les autres) est une illustration de cette politique. Récemment au départ de Strasbourg, l'après-midi, il n'y avait plus que des trains à supplément !

Cette politique dénoncée

depuis longtemps par les cheminots, et de plus en plus par les associations d'usagers, est, dans ces circonstances scandaleuses, particulièrement sur la sellette. Plusieurs usagers ont entamé des procès au sujet du compostage. Chose bonne à savoir, la SNCF a décidé, du coup, d'arrêter les procédures de recouvrement des amendes dès lors que les usagers expriment leur bonne foi et confirment par écrit leur refus de payer. Par ce procédé et par le silence, la SNCF espère que la colère se tassera, lui permettant de poursuivre plus avant la même politique.

Pierre PUJOL

Ligne de métro N° 7 : un mensonge électoral de plus

Au début de l'été, le gouvernement promettait le prolongement de la ligne de métro N° 7 vers Villejuif pour l'année 1979 (ouverture des travaux). Mais depuis, il a refusé d'inscrire au budget les sommes nécessaires. Le conseil régional d'Ile de France, s'élevant contre cette décision qui lèse les intérêts de milliers de travailleurs du Val de Marne, a proposé, par la bouche de son président Giraud (RPR) une demi-mesure : partager l'argent destiné à la ligne SNCF Ermont Pereire avec la ligne N°7...

UN JEUNE DE 17 ANS SE SUICIDE EN PRISON A METZ

On apprend qu'un détenu de 17 ans s'est pendu dans sa cellule jeudi dernier à la prison du Cambout, à Metz. Ne supportant pas la solitude, il avait demandé à partager sa cellule, ce qui lui avait été refusé.

EXPULSION D'UN TRAVAILLEUR IMMIGRÉ

Un ouvrier algérien en situation irrégulière vient d'être expulsé. Il convient de noter qu'il avait été détenu pendant cinq jours à l'hôtel de police de Grenoble, en contravention avec la législation en vigueur.

Mortalité infantile dans le Tiers - Monde

15 MILLIONS DE MORTS EN 1978

En 1978, 15 millions et demi de nourrissons et d'enfants en bas âge auront perdu la vie. Sur ces 15 millions et demi, 15 millions seront morts dans des pays en voie de développement. Ces chiffres sont fournis par le fond des Nations Unies pour l'Enfance — l'UNICEF — à l'occasion de l'ouverture de la Conférence internationale sur les soins primaires. Le directeur de l'UNICEF confirme que des «disparités scandaleuses existent entre les différentes régions du monde».

Rappelant le fossé qui s'élargit entre pays riches et pays pauvres, les délégués de l'OMS et de l'UNICEF ont déclaré que 4/5 de la population du globe vit dans des régions agricoles pauvres ou des tau-

dis urbains et n'a accès à pratiquement aucune forme de soins. Par exemple les dépenses de santé en Afrique sont en moyenne inférieures, par habitant, à un dollar par an. La conférence a critiqué la concentration d'équipements médicaux sophistiqués tant dans les pays riches que dans les seules grandes villes de certains pays pauvres. Les pays industrialisés développent par ailleurs une médecine de plus en plus coûteuse qui exclut progressivement les plus pauvres... Pour de nombreux conférenciers, en particulier du Tiers Monde, seule une volonté politique est capable de mettre en œuvre une conception révolutionnaire de la manière dont les soins sont dispensés.

1 500 pêcheurs de Boulogne menacés de chômage

Les pêcheurs de Boulogne-sur-Mer à Dieppe sont inquiets : leurs chalutiers pourrissent. Les bateaux pourrissent, rongés par des champignons microscopiques qui attaquent le bois et lui font perdre sa cohésion et ses qualités. Nombreux sont les chalutiers qui ne sont pas encore payés complètement. Certains bateaux ont, à dix ans d'âge, un vieillissement analogue à ceux de vingt ans d'âge !

Phénomène curieux, ce sont les chalutiers les plus anciens qui tiennent le mieux le coup. Ceux qui ont été construits il y a moins de douze ans, sont presque tous touchés. Cette maladie du bois est apparue depuis septembre 1977, au fond de la cale d'un chalutier d'Étaples. Une étude montra que tout le bâtiment était atteint.

Sur les 65 chalutiers étaplois basés à Boulogne-sur-Mer, une vingtaine sont touchés. En plus, il faut compter 50 en baie de Somme, 50 à Dieppe, 12 au Tréport : en tout 200 chalutiers atteints dont 40 de manière irréversible. Plusieurs ont dû cesser leur travail. Compte tenu que chaque chalutier compte six ou sept marins à son bord, 1 500 pêcheurs et leurs familles vivent aujourd'hui l'angoisse du chômage.

La pharmacienne anti-pilule gagne en cassation !

La pharmacienne de Marnay (Haute Saône) qui avait refusé de vendre des pilules contraceptives, vient d'obtenir gain de cause devant la Cour de Cassation. Adversaire déclarée de la pilule, au nom de principes moraux réactionnaires, la pharmacienne de Marnay refuse systématiquement de vendre la pilule, même sur présentation d'ordonnance. Deux clientes ont porté l'affaire devant la justice. Devant la Cour d'Appel, la pharmacienne, fuyant le débat sur le fond, terrain sur lequel elle était perdante, affirma que les ordonnances n'étaient pas rédigées conformément au code de la santé publique, concernant la délivrance de produits «toxiques». La pilule comprenant des œstrogènes pouvant entrer dans cette catégorie, le médecin aurait dû inscrire son nom et son adresse ainsi que... le mode d'emploi en toutes lettres. La Cour d'Appel avait jugé la prescription «régulière» et condamné la pharmacienne à 500 F d'amende pour refus de vente. La Cour de Cassation a cassé cet arrêt, reprenant la thèse de l'invalidité des ordonnances ! L'affaire est donc à nouveau renvoyée devant la cour d'Appel de Dijon. Les entorses à la loi Veil, tant pour l'avortement que pour la contraception, ressemblent décidément de plus en plus à de mauvais coups délibérés...

Corse Nouvelle liste de déserteurs publiée par l'UPC

A l'occasion d'une nouvelle conférence de presse, l'Union du Peuple Corse, mouvement autonomiste dont fait partie Edmond Siméoni, a communiqué une nouvelle liste de légionnaires déserteurs, longue de 22 noms.

«Le fait que quelques-uns de ces déserteurs aient été repris en Corse ou sur le continent ne modifie en rien la gravité d'un problème permanent qui ne peut plus être traité par des demi-mesures, des échappatoires ou des contre-vérités», déclare l'UPC. Prenant à partie les récentes déclarations du maire de Calvi, le secrétaire général de l'UPC a rappelé la position de son mouvement et de nombreuses personnalités (favorables au départ de la Légion). Le maire de Calvi — contre la majorité de son conseil municipal — a proposé pour «régler» le problème des déserteurs que les légionnaires puissent quitter leur unité avant la fin de leur engagement s'ils le désirent.

LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement a

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
- Pékin information.
- La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix

PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

ou

- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- Adieu camarades (Roger Pannequin)
- Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
- Salaire aux pièces (Miklos Haratz)
- Ecoles rurales, quel avenir
- Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARMI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml.
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

Aix en Provence
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon

Lib. Les sandales
d'Empédocle
Place Victor Hugo
138 Grande Rue. (10 %)

Bourges

Lib. Nathanaël
4, cours Avaricum.

Brest

Lib. Graffiti (10 %)
Place Saint-Louis

Caen

La Licorne (10 %)
Rue Froide

Clermont-Ferrand

Lib. Jean Rome (10 %)
1 rue des Gras

Evieux

Lib. Dubois-Dehayes
rue Chartraine (5 %)

Grenoble

Le Livre ouvert
Cours Fontaine (10 %)

La Rochelle

Lib. La Genette (5 %)
Rue Rougemont

Le Mans

Lib. La Taupe
2 quai amiral Lalande
(10 %)

Lille

Librairie populaire
40 rue de Guesdes

Lyon

Librairie populaire
226 rue Duguesclin (3*)
(10 %)

Marseille

Librairie Lire (10 %)
Rue Sainte (1**)

Metz

Librairie Géronimo
Rue du Pont des Morts
(10 %)

Montluçon

Le Bouillon de culture
15 rue Barathon (10 %)

Nice

Le Temps des Cerises
50 bd de la Madeleine
(10 %)

Nantes

Librairie 71 (10 %)
50 bd de la Madeleine

Orléans

Les temps modernes
rue N. D. de Recouvrance
(5 %)

Quimper

Calligrammes
23 rue du Sallé (10 %)

Perpignan

Le Futur antérieur
22 rue Grande-la-Réal
(10 %)

Reims

Le Grand jeu
20 rue Colbert

CINÉMAS

Paris

Saint-Séverin
12 rue Saint Séverin (5*)
Tarif étudiant : 10 F

La Clef

21 rue de la Clef (5*).
Tarif étud.

Seine Cinéma

8 rue Frédéric Sauton (5*)

Châtelet-Victoria

19 avenue Victoria 1**

Lyon

Cinématographe
44 cours Suchet (2*)

Tarif collect.

(5 tickets : 40 F).

Le Canut

32 rue Leynaud (1**)
(tarif. étud.)

Nom (en capitales).....

Prénom.....

Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

INTERNATIONAL

GRANDE - BRETAGNE :

CALLAGHAN RETARDE LES ELECTIONS

La semaine dernière, dans un discours télévisé, le premier ministre britannique Callaghan a finalement annoncé qu'il repoussait les élections au printemps, alors qu'il pouvait les fixer pour octobre de cette année.

Le gouvernement travailliste n'a pourtant guère de marge de manœuvre. Usé par des années de pouvoir passées à faire accepter aux travailleurs sa gestion du capitalisme, il n'a prati-

quement plus de majorité parlementaire, ayant perdu des sièges à toutes les partielles. De plus, depuis le 25 mai, son pacte avec le parti libéral a été remis en cause. A chaque vote, Callaghan doit négocier le vote de petites formations comme les nationalistes écossais. On explique en général le report des élections par l'espoir que Callaghan avait d'une reprise économique durable. Cette reprise mettrait les travail-

listes en meilleure position dans quelques mois.

La décision de Callaghan a entraîné de vives protestations de la part des conservateurs qui attendaient de pied ferme des élections en octobre et comptaient bien les gagner. Margaret Thatcher, leur leader, a déclaré : «Ce n'est pas une façon de gouverner le pays.»

Mais la décision de Callaghan a également déplu aux dirigeants des syndi-

cats. Ceux-ci, au congrès des Trade-Unions Corporation, qui s'est tenu la semaine dernière, avaient appelé les travailleurs à soutenir les travaillistes pour les élections. En leur donnant cet objectif, ils voulaient les détourner de leurs revendications et subordonner celles-ci à une victoire travailliste. Tom Jackson, dirigeant de la confédération, a déclaré que Callaghan était «déloyal» !

Dangereux ballet



Actuellement des manœuvres navales de l'OTAN codées «Noces du Nord» se poursuivent de la Manche au Danemark. Elles mettent en jeu 140 bâtiments de guerre et sous-marins, 40 000 marins et 800 avions.

Sur cette photo, on voit un navire de guerre soviétique pénétrant dans la zone des manœuvres qui observe de très près un porte-avion britannique. Il est lui-même survolé par un hélicoptère de l'OTAN.

USA-URSS : négociations SALT

Warnke, responsable des négociations SALT sur la limitation des armements stratégiques s'est rendu à Moscou la semaine dernière. Il a qualifié les derniers entretiens d'«utiles» sans donner beaucoup de précisions sur leur déroulement. D'autre part, le sénateur Edward Kennedy a déclaré qu'à l'occasion d'un voyage en URSS, il dirait à Brejnev que les parlementaires américains ne ratifieraient un éventuel traité que si «ensemble du climat» des relations soviéto-américaines s'améliore.

ETHIOPIE - URSS

Une délégation soviétique de haut niveau est actuellement en visite officielle en Ethiopie. Elle comprend Kouznetzov, vice-président du Soviet-Suprême, Ilitchev vice-ministre des Affaires Etrangères, et le général Petrov, adjoint du commandant en chef de l'armée de terre.

JAPON

Jeudi, un nouvel attentat contre l'aéroport

de Narita a eu lieu : des câbles de communication ont été coupés.

TCHAD

Hissene Habre, nouveau premier ministre du Tchad a repoussé les exigences du FROLINAT qui demande le départ des troupes françaises. En justifiant l'occupation du pays, il montre d'emblée les limites de la «réconciliation» qu'il prétendait mettre en œuvre en se ralliant à Malloum.

Allemagne : mis à prix, exécuté

On a annoncé la semaine dernière la mort d'un membre de la Fraction Armée Rouge, Willi Peter Stoll, tué par les flics à Düsseldorf. Quelques précisions : Stoll a été abattu de quatre projectiles : un à la main, un à l'épaule, un au bras et un au cœur. Les deux flics ont tiré avant qu'il ait pu se servir de son arme. Sa tête était mise à prix : 50 000 marks que doit toucher ce dénonciateur qui l'a reconnu dans un restaurant.

Zimbabwe : offensive des guerilleros à Umtali

Vendredi, le gouvernement raciste de Rhodésie a annoncé une importante attaque des guerilleros du Front Patriotique à Umtali, ville de 40 000 habitants à l'Est du pays. Ils ont atteint plusieurs quartiers de la ville avec des tirs de mortiers et de roquettes. Cette offensive est probablement le début d'une série qui doit toucher les villes de Rhodésie, dernières citadelles du pouvoir raciste. Cette série d'offensives contre les zones urbaines marquerait pour les combattants de la liberté la dernière phase de la guerre de libération du Zimbabwe.

Corée du Sud : grève de la faim des prisonniers politiques

En Corée du Sud, vingt dirigeants de l'opposition, prisonniers politiques du régime fasciste de Park Chung Hee font actuellement une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. Cette grève est également suivie par l'ancien leader de l'opposition, Kim Dae Jung. Celui-ci, enlevé au Japon en 1975, est actuellement détenu et maintenu dans un isolement total dans une chambre d'hôpital. Il demande à rejoindre ses camarades en prison.

USA : grève des enseignants

Pour la rentrée scolaire, les enseignants américains sont en grève dans de nombreux Etats pour la satisfaction de leurs revendications de salaires. La répression de ces grèves a été sévère, avec souvent des menaces de licenciement. Dans l'Indiana, plusieurs enseignants considérés comme des meneurs ont même été emprisonnés.

PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 11 septembre

TF 1

18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Christine
19 h 10 - Une minute pour les femmes.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Condamné au silence. Film de Otto Preminger (1955). Avec Gary Cooper. Film dramatique.
22 h 10 - Robert Badinter : la peine de mort agonise-t-elle ?
23 h 10 - Journal et fin

A 2

18 h 35 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club vacances
20 h 30 - Salut international à Jacques Prévert.
21 h 35 - La marche sur Rome
22 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 55 - Tribune libre : union des athètes.
19 h 10 - Le chevalier de cœur. Dessin animé.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - En hommage à Charles Boyer : Nana. Film de Christian-Jaque (1955). Avec Martine Carol et Charles Boyer. Comédie dramatique.

Mardi 12 septembre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : la rentrée de l'environnement.
18 h 25 - Pour les jeunes
18 h 55 - Christine
19 h 15 - Une minute pour les femmes.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Concorde, histoire d'un avion. Documentaire.
22 h 00 - Tennis
23 h 00 - Journal et fin

A 2

18 h 35 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les dossiers de l'écran : A tous les coups, l'on gagne. Film américain de Paul Bogart (1975). Avec Shirley Jones.
Débat : La passion du jeu.
23 h 15 - Journal et fin

FR 3

18 h 55 - Tribune libre : Club des quatre
19 h 10 - Le chevalier de cœur. Dessin animé.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Télévision régionale
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Au-delà du Missouf. Avec Clark Gable. Western.
21 h 40 - Journal et fin.

En bref...En bref...En bref...En bref...

Camp David : pas de progrès dans les négociations

Les conversations de Camp David n'ont pas progressé. Officiellement, les négociateurs sionistes affirment que les choses vont bien, mais, en privé, reconnaissent que rien n'a avancé. Dimanche, les journalistes présents à Camp David ont noté que Sadate et Bégin semblaient se boudier : ils étaient conviés par Carter à visiter le champ de bataille de Gettysburg. Pendant les deux heures qu'a duré la visite, les deux hommes ne se sont pas une fois adressés la parole.

Sahara : quel plan de paix ?

En visite à l'Élysée, le président ivoirien Houphouët-Boigny a confirmé sa participation à l'élaboration d'un plan de paix pour le Sahara occidental. En s'appuyant sur les chefs d'État africains qui lui sont proches, Giscard entend aujourd'hui se poser en médiateur et affirmer l'influence de l'impérialisme français dans le cadre d'un règlement du conflit. De son côté, le ministre malien des Affaires Étrangères, en visite en Mauritanie a souligné que l'Organisation de l'Unité Africaine devait avoir un rôle prééminent dans l'élaboration du plan de paix : « Il s'agit pour nous de faciliter les contacts préparatoires pour prouver que, vraiment, l'OUA demeure en mesure de régler ses problèmes ».

Combats à Beyrouth

Dimanche matin, les troupes syriennes ont bombardé les quartiers tenus par les phalangistes. Depuis vendredi, le quartier d'Achrafieh a été le théâtre de nombreux accrochages qui ont fait huit morts et plus de 160 blessés.

Dimanche, vers midi, deux bombardiers israéliens ont survolé la capitale.

UDF : pas de fusion

Vendredi dernier, Michel Pinton, n° 2 (quoiqu'inconnu) de l'UDF s'est prononcé contre la fusion des partis qui la composent. « Une fusion, a-t-il dit, signifierait la fin du pluralisme ». Poniatowski a tenu des propos identiques, déclarant : « L'UDF sera solide au poste pour l'horizon 1981. Et ce sous la forme organisée qui est la sienne ». Ces propos reviennent nettement en arrière sur ceux tenus par Lecanuet durant ces dernières vacances, où il déclarait que « la disparition des partis qui composent l'UDF ne serait pas un drame ».

Manœuvres en Lorraine :

La quatrième division blindée se livrera à des manœuvres en terrain libre sur le plateau lorrain, dans les départements de la Haute-Marne, des Vosges et de la Meurthe et Moselle, du 19 au 24 septembre prochain.

Monza : carambolage mortel



Peu après le départ du grand prix d'Italie de Monza, neuf voitures sont entrées en collision. Le pilote suédois Ronnie Peterson, grièvement blessé, est décédé dans la matinée de lundi. L'Italien, Vittorio Brambilla a été grièvement atteint : il a les deux jambes brisées et souffre d'un traumatisme crânien. Huit autres pilotes ont été blessés plus légèrement. Depuis le début du grand prix, 50 pilotes sont morts à la suite d'accidents.

CONSEIL DE PARIS RENTRÉE

Le Conseil de Paris fait sa rentrée lundi 11 septembre. L'ordre du jour tel que l'a décidé Chirac portera sur l'aménagement de divers quartiers de la capitale. Le point le plus discuté est celui de la construction d'un nouveau vélodrome, qui remplacera le populaire « vel d'hiv ».

D'autre part, Chirac a l'intention de proposer au Conseil de Paris l'augmentation de l'allocation aux personnes âgées, et l'installation en leur faveur de 36 000 téléphones gratuits.

imro: des travailleurs aux pieds nus

Extraits

5^e épisode

Aux Éditions Fédérop

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

La concentration

C'est ce qui caractérise ce stade particulier du développement du capitalisme. On voit quotidiennement le pouvoir de l'argent se concentrer en un nombre toujours plus restreint de mains. Ce processus s'accélère en période de crise. Le porte-parole des monopolistes, Lecat, voit bien dans la concentration du capital l'une des clefs du problème.

La réduction des effectifs

Qui dit restructuration d'une entreprise capitaliste, dit démantèlement, suppression de postes et licenciements massifs de travailleurs. Il n'en va pas autrement quand il s'agit d'un secteur entier de l'économie capitaliste. C'est ainsi que Lecat prévoit d'ici 1980 15.000 à 20.000 autres licenciements dans le Livre.

La décentralisation

La disparité des salaires entre Paris et la province, pour un même travail et à qualification égale, est un phénomène bien connu. Lecat dans son plan, ne l'a pas oublié. Son rapport soulignait qu'en province les salaires sont bas et que de surcroît la durée de travail peut être allongée plus facilement en province que dans la région parisienne : on le voit, les patrons n'oublient rien !

La modernisation

Pour mettre un terme à l'archaïsme de certaines installations et de certains procédés d'impression qui empêchaient les imprimeries capitalistes françaises d'être concurrentielles

par rapport aux entreprises belges, italiennes, suisses, etc.... Lecat avait décidé de favoriser la modernisation. Son plan indiquait que des primes seraient accordées aux patrons qui procéderaient à la modernisation à condition qu'elle s'accomplisse par la voie des entreprises publiques, les patrons et la F.F.T.L. afin de régler les problèmes de l'imprimerie. Qu'en advint-il ? Rien, sinon que sur l'ensemble du groupe, il y aura trois mois après la lutte mille licenciements.

PREMIERS LITIGES

Trois semaines après l'échec de la « Néo », en décembre 1974, trente ouvriers de notre imprimerie devaient être licenciés, c'est-à-dire près du tiers de l'effectif ouvrier. La direction de l'entreprise prétextait que pour un chiffre d'affaires déterminé, tant de personnes étaient nécessaires pour fournir le même volume de travail. Les patrons l'avouèrent au cours de la séquestration car ce chiffre d'affaires ne s'élevait qu'à 65.000 F par an et par personne alors que leur objectif était d'en extorquer 110.000 ! Le cynisme de la direction allait jusqu'à faire une proposition de créer une commission dans le cadre du comité d'entreprise dans le but de dresser la liste des licenciés et ceci en instituant un paritarisme entre délégués ouvriers, délégués cadres et patrons.

Pour ceux qui avaient le privilège d'échapper à ces licenciements, c'était des déclassements massifs, l'augmentation de la charge de travail et la suppression de tous les avantages acquis et pour lesquels nous nous étions bagarrés depuis des

années pour essayer d'obtenir des salaires et des conditions de travail décents. Accepter tout cela, subir toutes ces remises en cause, c'était renier nos luttes qui, au cours des années antérieures, avaient été conduites à la victoire. Devant les travailleurs du Livre de la région qui comptaient sur nous, cela constituait une défaite intolérable. C'est pour cela que nous ne nous écraisons pas : l'enjeu était trop gros, trop énorme et tous les copains qui luttent dans leurs ateliers le savent, cette importance de ne pas se laisser faire, de voir tout détruit, piétiné, laminé. Malgré les chantages, et les pressions de toutes sortes notamment « trente en moins ou on ferme la boîte », nous ripostons. Mais pas tous. Car tous ces licenciements que nous avons connus dans l'imprimerie, avec cette dernière expérience malheureuse de la Néo qui était présente dans l'esprit de tous les copains, fit qu'une partie du personnel se refusa à la lutte. Du fait d'années et d'années de capitulation de la part de notre Fédération face aux licenciements, les camarades estimaient qu'il était absurde de vouloir lutter contre les suppressions d'emplois auxquels nous devions faire face. A cela s'ajoutait probablement la formulation pour la grève qui était claire, trop claire peut-être car le vote pour l'action s'était fait sur le texte suivant : « êtes-vous pour la grève avec TOUTES les conséquences qui en résulteront ? ». Pour nous, cela signifiait l'occupation des locaux, la remise en marche des machines, la séquestration, en un mot toutes les possibilités pour se donner les instruments avec lesquels nous pourrions éventuellement gagner.

A suivre

Nicaragua : offensive générale de la guérilla

C'est désormais dans plusieurs villes du pays simultanément que les guerilleros du Front sandiniste de libération sont passés à l'offensive contre la «Garde nationale» du régime Somoza.

Dans la matinée de jeudi, un commando s'était rendu maître d'une radio de la capitale, Managua, d'où il lançait un appel à l'insurrection. Après plusieurs combats dispersés, c'est dans la nuit de samedi à dimanche qu'une attaque concertée et coordonnée des forces du régime Somoza a commencé. Dans la capitale, des commandos attaquaient simultanément plusieurs cantonnements de la garde nationale, tandis que des soulèvements éclataient dans les principales villes du pays. Dimanche, on apprenait que huit quartiers populaires de Managua étaient aux mains des insurgés et bombardés par l'aviation de Somoza. Esteli, petite ville du Nord était également contrôlée par la guérilla. Des combats très violents et décisifs se poursuivaient dans les autres villes : Chimedenga,

Leon, Masaya.

Dimanche matin, une nouvelle proclamation de la direction du Front sandiniste passait à la radio du Costa-Rica. Annonçant que «les dernières heures de Somoza sont arrivées», le Front sandiniste appelait la population à «se lancer contre les forces du tyran». Il réclame également la formation d'un gouvernement provisoire réunissant les personnalités les plus connues de l'opposition. Il met également en garde les États-Unis contre une éventuelle intervention.

Car c'est bien la question d'une intervention directe ou indirecte de l'impérialisme américain qui se trouve à l'ordre du jour, alors que le pouvoir est disputé au régime Somoza sur l'ensemble du territoire. Une telle opération est d'autant plus risquée que la lutte du peuple du Nicaragua rencontre un large soutien en Amérique Latine. La discussion du problème du Nicaragua à l'Organisation des États américains, prévue en principe mardi, revêt donc une grande importance.

Des mercenaires américains abattus

Vendredi, le Front sandiniste de libération a abattu un avion dans lequel se trouvaient un général de Somoza et trois mercenaires américains. L'un d'entre eux, Echanis avait été interviewé peu avant de mourir. Il avait expliqué que ses hommes étaient la seule force conséquente pour soutenir Somoza : «Je m'occupe de toutes les opérations et du renseignement contre les sandinistes. J'ai un budget de 6 millions de dollars et six colonels pour mettre sur pied un commando spécial anti-terroriste». Après le Nicaragua, Echanis avait des offres de service pour la Rhodésie et le Brésil. Une carrière brisée...

Chili : il y a cinq ans

Il y a cinq ans, le 11 septembre 1973, l'armée chilienne, largement aidée par la CIA, écrasait dans le sang le gouvernement d'unité populaire. Il y a cinq ans, des milliers de militants, de travailleurs, qu'ils soutiennent le gouvernement ou qu'ils cherchent à aller plus réellement sur la voie de l'indépendance et du socialisme, étaient sauvagement assassinés. Des fleuves charriant des cadavres, des usines occupées écrasées sous les bombes, des livres brûlés sur les places publiques, c'était il y a cinq ans au Chili. Depuis, la chappe de plomb du fascisme s'est abattue sur le peuple chilien. Elle n'est pourtant pas parvenue à l'écraser. Malgré l'état de siège permanent, la résistance existe. Elle s'exprime par une propagande soutenue pour dévoiler les mensonges de la junte, par des actions armées, et aussi par la lutte des travailleurs. En ce moment même, 11 000 mineurs de cuivre poursuivent leur grève, malgré les arrestations des «meneurs».

En butte à la résistance de tout un peuple, minée par ses contradictions internes, la junte de Pinochet a perdu de sa morgue. Elle n'a rien perdu de sa barbarie, et c'est pour cela que le soutien à la lutte du peuple chilien est plus que jamais nécessaire.

IRAN :

Malgré la loi martiale,

LE PEUPLE PRET A RESISTER

L'«ordre» règne à Téhéran, l'ordre du dictateur, du bourreau du peuple iranien. Dans une ville qui porte encore les traces des massacres de vendredi, des tanks ont pris place aux principaux carrefours. Dans les rues des quartiers populaires, l'armée patrouille, interdit tout rassemblement de plus de 3 personnes et fait rouvrir des magasins fermés en signe de deuil.

Vendredi, le Shah a osé : faisant un pas de plus dans la barbarie, il a fait tirer sur le peuple désarmé qui criait : «Soldats, ne tirez pas sur vos frères». Le bilan du massacre semble bien supérieur aux quelques dizaines de morts qu'avoue le pouvoir. De nombreuses familles cachant leurs morts et leurs blessés le chiffre des victimes pourrait être de plus de trois mille.

Désormais, les principales villes d'Iran vivent sous le règne de la loi martiale. Cela signifie que le peu de droits que, sous ce régime fasciste, le peuple avait conquis, celui de se rassembler dans les mosquées et autour, celui de crier sa colère dans la rue, ce droit lui est dénié. Dès samedi, l'armée tirait à nouveau devant le bazar pour disperser un rassemblement silencieux et pacifique.

En même temps, s'appuyant sur cet état d'exception, le Shah faisait arrêter des centaines d'opposants : dirigeants des partis, journalistes, intellectuels. Beaucoup d'autres se cachent pour passer à la clandestinité, pour y continuer le combat jusqu'au bout.

CONTINUEZ LE COMBAT

Car ce qui domine au-

IRAN : ATTENTAT CONTRE DES MILITAIRES

Mercredi dernier, un attentat a été commis contre un autocar transportant quinze militaires britanniques conseillers du régime du Shah. Une bombe a été lancée sur leur véhicule alors qu'ils rentraient dans leur base.

MANIFESTATION DE VITICULTEURS DANS LE VAR

Un millier de viticulteurs varois ont manifesté à Brignoles (Var). Ils protestaient contre la baisse de 60 % de leurs revenus en deux ans et réclamaient le droit de chaptaliser les vins.

aujourd'hui en Iran, ce n'est pas la peur et la résignation, c'est une profonde révolte, une volonté farouche d'en finir avec ce régime qui opprime le peuple iranien depuis 35 ans et qui vendredi, est allé au bout de l'horreur. De toutes parts fusent les appels à la résistance.

Désormais, ils apparaissent bien dérisoires les engagements de «libéralisation» du régime, qui, il y a quinze jours s'engageait à quelques réformes de façade. Devant un parlement muet, le premier ministre du Shah avait l'audace d'affirmer que la «libéralisation continuait». Huit députés de l'opposition se sont alors retirés. De son côté, Hoveyda, ancien premier ministre et conseiller du Shah a démissionné de son poste gouvernemental.

De Camp David, Carter a téléphoné longuement au bureau de Téhéran. Déplorant hypocritement les victimes des massacres, il a néanmoins souligné la nécessité de «rétablir l'ordre» et a réaffirmé son soutien au régime du Shah. La prétendue politique de défense des droits de l'homme du président US est, on le voit, bien subordonnée aux intérêts de l'impérialisme.

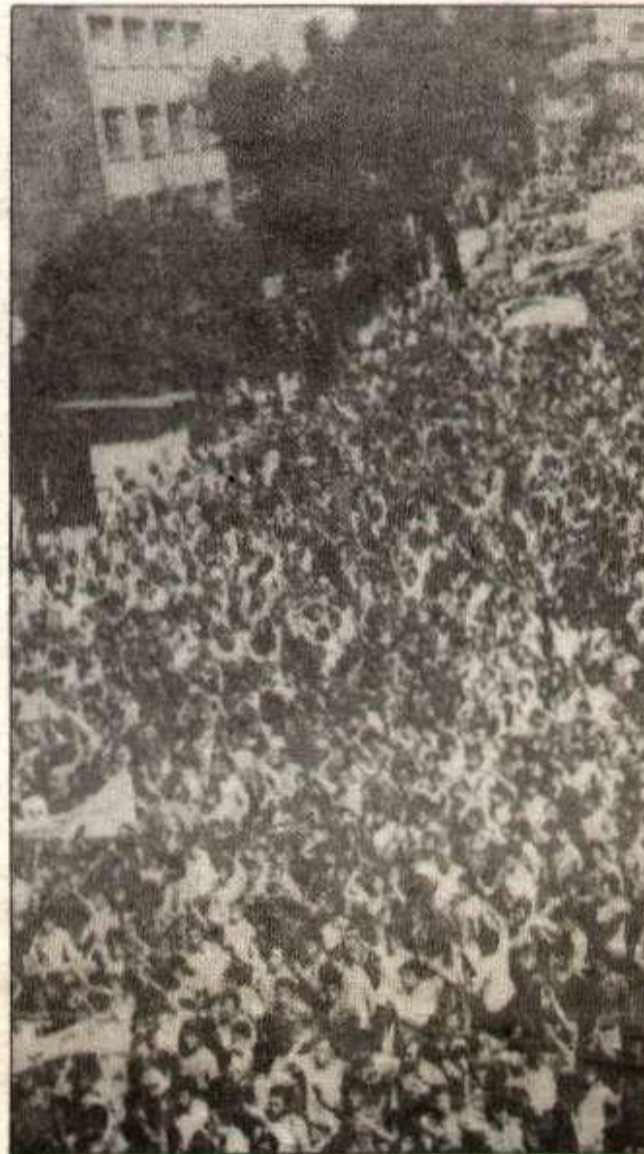
Aujourd'hui, le Shah fasciste compte pour le soutenir sur une armée de 350 000 hommes, une armée puissante, équipée par les USA et l'URSS. Après les massacres de vendredi, ce n'est que par la terreur qu'il peut continuer à régner. Haï par tout un peuple, il ne pourra prolonger indéfiniment une dictature dont le pays tout entier veut aujourd'hui se débarrasser.

CISJORDANIE OCCUPÉE

Six lycéens de Naplouse (Cisjordanie occupée) ont été arrêtés la semaine dernière pour «atteinte à la sécurité». Ils sont accusés d'avoir, à plusieurs reprises, jeté des cocktails molotov contre des patrouilles israéliennes.

LIBAN : NOUVEAUX AFFRONTEMENTS

De nouveaux affrontements ont opposé ce week-end les troupes syriennes de la force arabe de «dissuasion», aux milices fascistes dans les quartiers Est de Beyrouth.



Manifestations de soutien au peuple iranien dans le monde

- En Suède à Stockholm, plusieurs dizaines d'étudiants iraniens ont occupé la Maison de la Radio, exigeant que la radio-télévision suédoise donne un compte-rendu de la situation en Iran.
- Aux États-Unis, les étudiants iraniens ont également organisé une manifestation à proximité de Camp David où se trouvait Carter, pour dénoncer le soutien des États-Unis au régime du Shah.
- En Italie, plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Rome pour soutenir la lutte du peuple iranien samedi après-midi.

Appels à la résistance

Le Front National a lancé un appel au peuple iranien, pour «continuer et intensifier la lutte contre un régime indigne de gouverner». Un de ses dirigeants, Chafour Bakhtiar déclarait : «Notre résistance reste vraie, vivante et permanente, mais il faut trouver de nouveaux moyens, fermer les magasins, bloquer les rouages d'un gouvernement qui ne représente nullement la nation».

L'Ayatollah Madari, a lancé, depuis Qom, un appel à la vengeance, déclarant : «Le peuple s'est soulevé pour acquérir l'égalité et l'instauration d'un gouvernement légal et le gouvernement cruel a tué nos enfants. Je condamne fermement cette action cruelle et odieuse».

L'Ayatollah Khomeiny, exilé en Irak a aussi appelé à la résistance contre le Shah «un criminel qui s'est accaparé depuis 35 ans, le destin du peuple opprimé». Il s'adresse particulièrement à l'armée pour lui demander de prendre le parti du peuple : «Soldats, retrouvez votre place le plus tôt possible à côté du peuple, dans la marche de l'histoire».